

Orientalisme
et politique
italienne
en Egypte
et en Libye

Anna BALDINETTI

Agriculture
familiale en
Méditerranée

Pierre CAMPAGNE



Bulletin d'information scientifique

Directeur de la publication
Michel CAMAU

Rédacteur en chef
Isabelle BERRY

Rédaction
Raffaele CATTEDRA
Mohamed ELLOUMI
Benoît EUGENE
Olivier FENEYROL
Alain JAUVION
Mohamed KERROU
Mostafa KHAROUFI
Susan OSSMAN
Anne-Marie PLANEL
Mehdi REMILI
Raymond ROMANO
François SIINO

Mise en page
Besma OURAÏED

Diffusion
Hayet NACCACHE

Correspondances est publié par
l'Institut de Recherche
sur le Maghreb Contemporain

IRMC TUNIS
20, rue Mohamed Ali Tahar
Mutuelleville - 1002 TUNIS
Téléphone : (1) 79 67 22
Fax : (1) 79 73 76
Télex : 18080

IRMC RABAT
Ambassade de France
Service Culturel, Scientifique et de Coopération
1, rue d'Annaba - RABAT
Téléphone : (7) 76 96 40
(7) 76 96 41
Fax : (7) 76 14 75

Cette publication ne peut être vendue
Abonnement gratuit sur demande
3500 ex. Groupe Cérès

Les différentes rubriques éditoriales de
Correspondances (*Positions de Recherche*,
Recherches en cours et Mémoires) sont ouvertes
aux enseignants-chercheurs, chercheurs et
doctorants désireux d'utiliser ce support, dans la
langue de leur choix (arabe ou français).

Les manuscrits (24 000 à 30 000 signes) peuvent
être proposés à la Rédaction du Bulletin qui, dès
réception, prendra contact avec les auteurs.

Correspondances est édité par l'IRMC, à raison
de 10 numéros par an.

Poursuivant son effort de présentation de travaux inédits de doctorat, POSITIONS DE RECHERCHE accueille une contribution d'Anna BALDINETTI, auteur de *Arabisme et islamisme dans la politique de l'Italie en Egypte aux XIXème et XXème siècles*. Cette thèse, préparée sous la direction de Marco MOZZATI, a été soutenue, le 28 juin 1994, à l'Università' Degli Studi di Siena (Italie) devant un jury composé par Salvatore BONO (Président), Guiseppe IANNETTONE et Liliana MOSCA.

Anna BALDINETTI s'interroge ici sur la relation entre l'orientalisme et les visées de l'Italie sur la Tripolitaine et la Cyrénaïque. Elle conduit sa réflexion en fonction de la politique pro-arabe et musulmane de l'Italie en Egypte, pays considéré comme une sorte de tremplin pour la conquête des provinces ottomanes voisines. Au-delà des aspects factuels et des arguments avancés, le propos laisse entrevoir la nature et les enjeux de nouveaux débats qui traversent aujourd'hui les études orientales en Italie.

Orientalisme et politique italienne en Egypte et en Libye

Anna BALDINETTI, historienne, est chercheur à l'Istituto per l'Oriente de Rome.

Ce travail est né d'une réflexion sur les rapports existant entre orientalistes italiens et politique coloniale au moment de la conquête de la Libye (1911). La relecture critique du colonialisme italien par l'historiographie nationale a été amorcée depuis quelques décennies seulement, tandis que le débat sur les liens entre arabisme et colonialisme italiens a été, jusqu'à aujourd'hui, à peu près inexistant. Dans la plupart des cas, les études arabes, en Italie, sont conçues et conduites en faisant abstraction du fait colonial.

Sans vouloir minimiser la validité scientifique des études conduites sur la Libye et sur l'Egypte durant la période coloniale ou méconnaître les possibilités de recherche offertes par l'expansion coloniale, on peut difficilement nier qu'à partir des années de préparation de la conquête de la Libye les arabisants italiens aient servi cette visée. Au demeurant la conquête reçut l'approbation de tous les milieux académiques et intellectuels italiens, à quelques rares exceptions près.

Durant l'occupation de la Libye, de nombreux écrits d'arabisants italiens ont eu partie liée avec le projet colonial ou ont été publiés par des institutions coloniales. La traduction du *Kitab al 'agurru miyyah*, un traité classique de grammaire arabe, fut éditée en 1911 ; la date de parution de cette traduction, présentée par Ignazio Guidi, n'était certainement pas fortuite. L'ouvrage pouvait s'avérer utile à ceux qui étudiaient *l'arabe à des fins pratiques*. En 1913, le premier manuel italien de dialecte libyen vit le jour : *L'arabo parlato della Libia (L'arabe parlé de Libye)*. Son auteur, Eugenio Griffini, avait effectué un séjour en Tripolitaine où il avait occupé les fonctions d'interprète à l'Ufficio Politico Militare (Bureau Politique Militaire) de Tripoli de janvier à juin 1912. Il avait été chargé non seulement de recueillir du matériel pour alimenter les monographies sur les confréries et les tribus mais aussi de fournir toutes sortes d'informations qu'il était susceptible de rassembler grâce à la confiance qu'il avait acquise auprès de la population locale. Dans la collection *Rapports et monographies coloniaux* du Ministère des Colonies furent également présentés des écrits d'arabisants. *Le popolazioni delle colonie italiane* (Les populations des colonies italiennes) de Ignazio Guidi fut publié en 1913 de même que *Norme per la trascrizione italiana e la grafia araba dei nomi propri geografici della Tripolitania e della Cirenaica* (Normes pour la transcription italienne et la graphie arabe des noms propres géographiques de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque) de Carlo Alfonso Nallino. En 1915 Pietro Bertolini, premier ministre des Colonies, confia à Ignazio Guidi et à David Santillana la traduction en italien, publiée en 1919, du *Mukhtasar* de Khalil Ibn Ishaq, un

classique du droit musulman. En décembre 1914, sur proposition de Giacomo Agnesa, directeur général des affaires politiques du Ministère des Colonies, une *Commission pour l'étude des questions islamiques d'intérêt colonial* fut instituée. Celle-ci avait pour tâche d'effectuer, dans l'intérêt de l'administration coloniale, des études sur des questions islamiques et d'émettre des avis sur des décrets et des règlements comportant des dispositions en matière islamique. Trois arabisants faisaient partie de la Commission : Leone Caetani, Carlo Alfonso Nallino et David Santillana.

Les deux derniers cités furent, par la suite, membres de la VIIème section de la Commission de l'après-guerre, chargée des questions coloniales, et furent consultés par le Ministère : Nallino pour les études de toponymie de la Libye et Santillana sur des questions juridiques relatives aux biens senoussis en Cyrénaïque et aux dispositions gouvernementales concernant la Tripolitaine et la Cyrénaïque.

Au regard de ces observations, l'objectif de la recherche a été d'analyser dans quelle mesure et par quelles initiatives les orientalistes italiens ont apporté leur soutien à l'occupation de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque.

L'Égypte au cœur de la politique italienne

L'accent a été mis sur l'Égypte parce que celle-ci, au cours de la première décennie du XXème siècle, a figuré au cœur de la politique italienne en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. L'intérêt particulier pour ce pays, outre la présence sur place d'une importante communauté italienne, résidait dans le fait qu'il pouvait servir de tremplin à la conquête de la Libye, non au moyen d'opérations militaires mais d'une subtile entreprise de pénétration culturelle. Celle-ci visait à présenter l'Italie comme l'amie des Musulmans. C'est ainsi qu'en 1902 arriva au Caire Enrico Insabato, l'agent et le soutien le plus actif de la politique pro-islamique de l'Italie. En 1908, quelques-uns des plus éminents arabisants italiens s'y installèrent également, afin d'enseigner à l'Université égyptienne.

Le projet de créer au Caire un Institut Italien des Etudes Orientales (1910) relevait de la même politique. Cet Institut poursuivait entre autres objectifs celui de former à la culture locale les jeunes qui se préparaient à la vie de la colonie. Le gouvernement italien rechercha, par ailleurs, l'alliance de personnalités religieuses ainsi que celle de la famille du Khédive.

L'étude de la place qu'a occupée l'Égypte dans la politique coloniale italienne peut être envisagée à partir de deux axes de recherche :

- 1** - les initiatives culturelles de l'Italie en Égypte, visant à obtenir l'approbation de ce pays à l'occupation de la Libye ;
- 2** - les perceptions et les réponses égyptiennes à la politique italienne, avec, d'une part, son approbation par les élites traditionnelles et, d'autre part, sa condamnation par les forces nationalistes.

L'étude s'est appuyée sur des sources italiennes et égyptiennes. Les premières sont constituées, essentiellement, de documents consultés aux Archives historico-diplomatiques du Ministère des Affaires Etrangères et aux Archives Centrales d'Etat ainsi que d'archives privées ; les secondes proviennent de la documentation conservée au *Dâr al-Watha'iq al-Qawmiyya* et aux Archives de l'Université égyptienne.

Les orientalistes italiens à l'Université égyptienne du Caire

Cette Université, créée sur initiative privée, fut inaugurée en décembre 1908. Au cours de ses premières années d'existence, l'action des orientalistes italiens y fut prépondérante. Un cours général d'histoire et de littérature arabes fut confié, la première année, à l'Italien Ignazio Guidi, seul Européen à professer en langue arabe.

L'année suivante, à Ignazio Guidi succéda Carlo Alfonso Nallino, auquel se joignirent bientôt Gerardo Meloni et David Santillana. Ces personnalités ne se

limitèrent pas à enseigner ; elles contribuèrent activement à l'organisation de la nouvelle institution, en fonction de motivations non seulement scientifiques mais aussi politiques. Déjà, avant l'ouverture de l'Université, l'avocat italien Ugo Lusena Bey, professeur de droit et de procédure civile à l'école de droit du Khédive, qui, tout comme Gaston Maspero, était l'un des seuls Européens membres du Conseil Général de l'Université égyptienne, avait collaboré à l'élaboration des règlements et des statuts de l'Université.

L'Université égyptienne confia à Vincenzo Fago, conservateur à la bibliothèque Vittorio Emanuele de Rome, la tâche d'organiser la nouvelle bibliothèque universitaire. Les rapports entre Vincenzo Fago et le prince Fu'ad, Recteur de l'Université, ne portèrent pas seulement sur des questions d'organisation. Vincenzo Fago, secrétaire auprès du Prince pour tout ce qui concernait la correspondance diplomatique italienne, jouait, en réalité, le rôle d'intermédiaire et d'informateur entre celui-ci et le gouvernement italien. Il avait été envoyé au Caire par Antonino di San Giuliano, ministre des Affaires Etrangères. L'influence des orientalistes italiens est à resituer dans un contexte d'ouverture et de sympathies manifestées par le prince Fu'ad envers l'Italie.

Au début de l'année 1910, on commença à songer à regrouper les différents cours de l'Université égyptienne au sein d'une Faculté des Lettres, organisée selon le modèle des facultés européennes. Là encore, au stade des projets notamment, l'*italophilie* du Prince l'emporta. Avant toute discussion sur la création de la Faculté des Lettres par le Conseil de l'Université, le Prince et l'agent diplomatique italien décidèrent d'instituer une Faculté entièrement composée d'orientalistes italiens. Nallino se vit confier la tâche de pressentir les personnes qualifiées pour les différents enseignements.

Le gouvernement italien assignait à un tel projet plusieurs objectifs : l'affirmation d'une *italianité* avec des répercussions dans tout l'Orient ; la création d'un instrument de propagande dans le monde musulman à partir du Caire, avec pour point d'appui l'autorité intellectuelle de *al-Azhar* ; l'importance accrue de la colonie italienne en Egypte ; l'augmentation du nombre d'étudiants égyptiens dans les universités du Royaume d'Italie. Ces points résument la stratégie de la politique pro-islamique italienne en Egypte.

L'attente du gouvernement italien fut cependant déçue car le Conseil de l'Université critiqua la décision de Fu'ad d'attribuer toutes les chaires à des étrangers et obtint que certaines d'entre elles revinssent à des Egyptiens ; sur dix enseignements, trois chaires seulement furent réservées aux Italiens.

Avec le déclenchement de la guerre italo-turque, l'Italie perdit sa position privilégiée au sein de l'Université égyptienne. C'est l'Allemand Ennio Littmann qui fut élu au poste de Doyen de la Faculté des Lettres, bien que Nallino fût le professeur le plus ancien et fût désigné pour occuper cette fonction par le Conseil de la Faculté. Le prince Fu'ad justifia cette décision par le souci de ne pas manifester ouvertement de sympathies pour l'Italie à un moment où les nationalistes égyptiens demandaient le licenciement des enseignants italiens.

Le licenciement de Fago, en juin 1913, lors de la clôture de l'année universitaire (1912-1913), marqua la suspension momentanée de l'expérience italienne à l'Université du Caire. Cette expérience a été entravée non seulement par l'impopularité de la guerre italo-turque mais aussi par la démission, en 1913, du prince Fu'ad de son poste de Recteur. Il faudra attendre les années trente, avec la nationalisation de l'Université égyptienne et la montée sur le trône du prince Fu'ad, pour que d'autres professeurs italiens soient appelés à enseigner au Caire.

Toutefois, la présence italienne continua de se manifester dans l'édification du nouveau siège de l'Université (1914-1916), tant du point de vue architectural que de l'entreprise chargée de la construction.

Le rôle de l'Institut Royal des Etudes Orientales

La création au Caire du *Regio Istituto di Studi Orientali* (1910) a correspondu à la volonté de mettre en place un puissant instrument de pénétration intellectuelle et politique chez les classes cultivées d'Orient. Si le choix du Caire se justifiait, l'Egypte constituant le point de départ naturel pour toute étude d'islamologie, d'égyptologie ou d'archéologie, il est évident que, au-delà de toutes motivations à caractère scientifique, la principale préoccupation des autorités italiennes était de s'opposer à la suprématie scientifique et, par conséquent, politique, d'autres pays européens. La France et la Grande-Bretagne y avaient, en effet, à partir du XIX^{ème} siècle, établi leurs propres Instituts, à savoir l'Institut Français d'Archéologie Orientale et l'Egyptian Exploration Fund, tandis qu'un égyptologue allemand était rattaché en permanence à la Délégation allemande. En revanche, la présence italienne s'était jusque-là limitée aux missions archéologiques de Ernesto Schiaparelli.

La politique pro-islamique

L'établissement d'Enrico Insabato au Caire, en 1902, et les moyens qu'il mit en œuvre dans le but de s'attirer les sympathies des Musulmans s'inscrivent dans la politique italienne de *pénétration de l'Orient musulman*, selon l'expression même de cet agent de Giovanni Giolitti, ministre de l'Intérieur puis chef du Gouvernement. Cette politique, pro-islamique, a porté ses efforts sur diverses actions entreprises simultanément, selon les propositions d'Insabato.

En mai 1904, celui-ci fut à l'origine de la création d'un périodique bilingue italien-arabe, *Il Convito al-Nâdî*, publié jusqu'en 1910, avec quelques interruptions et modifications. La revue affichait deux thèmes majeurs : les affinités entre les civilisations italienne et ottomane ainsi que l'attitude respectueuse de l'Italie envers l'islam. Un opuscule, publié par Insabato en 1912, dans lequel il était soutenu que le Sultan ottoman ne défendait pas les intérêts des Musulmans - ce qui rendait nécessaire l'occupation de la Tripolitaine - fut confisqué par les autorités britanniques. Pour cette raison, Insabato fut éloigné du Caire à la demande de Lord Kitchner.

Au Caire, Insabato fut aidé dans ses entreprises par le cheikh 'Abd al-Rahmân 'Ilich¹. Celui-ci fit construire, vers 1905-1906, une petite mosquée qu'il dédia à la mémoire de Umberto I, autrement dit à un non-Musulman, européen de surcroît. Son initiative suscita de nombreuses réactions en Egypte et rendit 'Ilich impopulaire. En juillet 1907, Rachîd Ridâ, dans la revue *al-Manâr*, aborda la question de la mosquée Umberto I, pour dénoncer le caractère sans précédent de l'événement et accuser 'Abd al-Rahmân 'Ilich de recevoir de l'argent de l'Italie. Les documents de la diplomatie italienne confirment que la mosquée fut bien érigée sur l'initiative de 'Ilich. Ce n'est que par la suite que l'Italie lui accorda des subventions. La mosquée Umberto I fut ainsi régulièrement subventionnée, et cela au moins jusqu'en 1917.

Une autre entreprise, s'inscrivant dans la politique pro-islamique de l'Italie, concerne l'institution, au sein de l'Université islamique de *al-Azhar*, d'un *riwâq*², destiné à accueillir les étudiants provenant des colonies italiennes de l'Erythrée et du Benadir et à attirer ceux de Tripolitaine et de Cyrénaïque. Avec l'invasion de la Tripolitaine, ce projet, formulé dès le début du siècle, retint fermement l'attention du gouvernement italien, qui chercha à en accélérer la mise en place. L'Italie ne réussissant pas à obtenir les autorisations nécessaires, la France, qui gérait le *riwâq* maghrébin, fut sollicitée pour la cession d'une partie de celui-ci. Mais, afin de parer au plus urgent, un logement fut affecté aux étudiants tripolitains et des subventions leur furent allouées de façon à gagner leur sympathie. A partir d'octobre 1912, une des dépenses fixes de l'Agence diplomatique concerne le *riwâq somalo-érithréen en construction* et les étudiants de *al-Azhar*. Il s'agissait, sans doute, du *riwâq* dénommé *al-Gabarti*, accueillant les étudiants qui provenaient de Somalie et d'Ethiopie.

¹ 'Abd al-Rahmân 'Ilich était le fils de Muhammad 'Ilich, *mufti* malikite d'Egypte et chef de la confrérie *al-'Arabiyya al-Chadiliyya*.

² Le *riwâq* est un logement universitaire regroupant des étudiants de même origine géographique.

La proposition de Insabato d'inclure l'enseignement de la langue italienne dans une institution scolaire fréquentée par des Egyptiens fut adoptée par l'école *al-Tahdhiriyya*. Fondée au début du siècle, celle-ci était, à l'époque, la plus importante des quatre écoles privées du Caire. Elle accueillait environ six cents étudiants et cent étudiantes. L'enseignement de l'italien y avait été introduit sans qu'aucune subvention ne fût accordée par l'Italie. Cependant, si au cours de ses premières années d'existence il n'y prêta guère d'attention, le gouvernement italien lui accorda une aide financière en 1908, demandée par le directeur pour faire face aux difficultés de son institution.

La question ne se limitait pas à l'octroi d'une simple subvention ; elle avait des implications politiques. L'école, liée au palais du Khédive, affichait clairement un caractère nationaliste-panislamique et s'opposait à l'occupation anglaise. L'Italie aurait pu juger inopportun de subventionner une école considérée comme subversive par l'Angleterre. Le ministre des Affaires Etrangères fit prévaloir les exigences de l'enseignement de l'italien. Cette ligne de conduite témoignait d'une cohérence de vues entre ce projet et ceux du *riwâq* somalo-érythréen, de la construction de la mosquée Umberto I et de l'institution d'une chaire de littérature italienne à l'Université égyptienne. L'école continua d'être subventionnée par l'Italie jusqu'en mars 1912, date à laquelle l'enseignement de la langue italienne fut transféré à l'Ecole Royale Garibaldi.

**Les réactions de
l'opinion publique et des
élites politiques et
religieuses à l'invasion de
la Tripolitaine**

L'ensemble de l'opinion publique égyptienne, de tendance panislamique ou nationaliste, condamna, dès le début des opérations militaires, l'action italienne en Tripolitaine. L'hostilité envers l'Italie et la solidarité avec les combattants araboturcs se manifesta de différentes manières : boycottage contre l'Italie, souscriptions en faveur de l'armée turque, départ de volontaires égyptiens, envoi de vivres vers la Tripolitaine via Mariwt. Par ailleurs, les quotidiens lancèrent de violentes campagnes de presse contre l'Italie ; on notera surtout celle du quotidien de tendance panislamique *al-Mu'ayyad*, dirigé par le cheikh 'Alî Yûsuf qui incitait à organiser des aides en faveur des Arabes de Tripolitaine et de Cyrénaïque. Associée à la critique de la position anglaise, la propagande des milieux nationalistes contre l'Italie provoqua la suspension de certains quotidiens. Le nationaliste Muhammad Farîd, qui se trouvait à Londres au début du conflit, improvisa des conférences pour attirer l'attention de l'Angleterre sur l'agression italienne, invita le Parti National à organiser, à partir de l'Egypte et de Constantinople, la résistance des Libyens et fit diffuser en Algérie, en Egypte et en Tunisie, une proclamation incitant au boycottage économique contre l'Italie. La seule voix qui s'éleva contre la collecte des aides fut celle de Lutfî al-Sayyid qui, dans le quotidien *al-Garîda*, invita les Egyptiens à respecter la neutralité de leur pays, en avançant des motifs d'ordre économique. Cette position demeura cependant isolée et, à la demande des autres membres du Parti, son auteur dut quitter le journal.

Pour contrecarrer les informations anti-italiennes de la presse égyptienne, l'Italie ouvrit, au Caire, une Agence Télégraphique Italienne (ATI), dirigée par Vincenzo Fago. Le bulletin, qui, dans un premier temps, était rédigé en italien et en français, le fut exclusivement, par la suite, en italien et ne rapporta presque que des nouvelles concernant la guerre italo-turque.

Des manifestations analogues à celles qui eurent lieu en Egypte se produisirent en Tunisie, où la presse musulmane incita également la population à soutenir la Tripolitaine. Outre l'organisation d'aides matérielles en faveur des combattants, il y eut des actions anti-italiennes, qui aboutirent au boycottage des trams dont les conducteurs étaient en majorité des Italiens. Préoccupées par ces manifestations, les autorités italiennes, en mars 1912, envoyèrent David Santillana comme observateur à Tunis.

Lorsque le conflit italo-turc éclata, le gouvernement italien chercha un allié en la personne du Khédive, 'Abbâs II Hilmî, dont le rôle de médiateur en faveur de l'Italie est confirmé. Ce dernier, selon l'agent diplomatique au Caire, considérait avec sympathie, dès 1904, une éventuelle occupation italienne de la Tripolitaine ; il espérait prolonger ainsi, jusqu'à la frontière, la voie ferrée qu'il possédait.

Par le biais du Khédivé et à partir de l'Égypte, l'Italie chercha à s'assurer la collaboration de quelques *cheikhs* de la confrérie de la *Madaniyya*, influente surtout en Tripolitaine et hostile, pour des motifs évidents de suprématie religieuse, aux *Senoussis*. Le prince Fu'ād tenta, quant à lui, d'aider les négociateurs italiens à parvenir à un accord avec les *Senoussis*. En s'appuyant sur des personnages influents en Égypte, l'Italie voulut également pacifier la Cyrénaïque. En septembre 1912, une proposition de médiation émana de Ibrāhīm Jawīch, frère du cheikh 'Abd al- 'Azīz, un nationaliste proche des milieux de Muhammed Farid.

Conclusion

Il ressort de cette étude que l'Italie accordait à l'Égypte une position prééminente par rapport aux autres pays musulmans. Cette prééminence a été motivée par l'indépendance partielle de l'Empire Ottoman et le statut particulier de l'Égypte du fait de la présence anglaise. Partant de cette considération et du postulat d'un *mauvais gouvernement ottoman*, le gouvernement italien essaya de s'attirer les sympathies des nationalistes, en présentant la conquête de la Libye comme nécessaire à la libération des habitants de Tripolitaine et de Cyrénaïque.

La place occupée par l'université *al-Azhar* où convergeaient les Musulmans du monde entier explique également que l'Italie ait attribué des subventions au *riwāq* de *al-Azhar* et que, d'une manière générale, elle ait pris l'initiative d'une action pro-islamique. Le soutien apporté par certains milieux religieux égyptiens à cette politique ne doit pas surprendre. Il a été inspiré par des sentiments anti-anglais. Il s'explique surtout par le fait que certaines confréries, en s'alliant à l'Italie, cherchaient à conserver leur propre suprématie religieuse en Tripolitaine et en Cyrénaïque. Le thème de l'Égypte comme centre du monde musulman a également été énoncé par les arabisants qui, au Caire, ont proposé d'instituer un Institut Royal d'Études Orientales. Sciemment, ils ont opéré en tant que groupe de pression sous l'égide de leur gouvernement.

Un autre dénominateur commun aux différentes initiatives de l'Italie en Égypte réside dans l'objectif de diffuser la culture italienne en vue d'assurer une implantation politique plus solide de l'Italie dans les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Il est intéressant d'observer que le gouvernement italien souhaitait toucher toutes les classes sociales. Aux arabisants italiens titulaires des chaires de l'Université égyptienne, était confiée la propagande auprès des jeunes. Enrico Insabato, dans le journal *Il Convito*, devait, quant à lui, gagner les bonnes grâces des Musulmans, tandis qu'à travers l'ATI et les subventions accordées à la presse, c'était l'opinion publique toute entière qui était visée. De toute façon, la diffusion de la culture italienne à l'étranger constitue l'un des thèmes caractéristiques de l'idéologie coloniale italienne. L'Italie a cherché, à différents niveaux, à rivaliser en matière de politique coloniale avec les autres puissances, en particulier avec la France. La volonté italienne d'occuper la première place à l'Université égyptienne et la tentative de création d'un Institut Royal d'Études Orientales au Caire étaient motivées par le constat d'une présence italienne limitée à l'envoi de missions archéologiques, contrairement à la politique de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Allemagne. La référence à la France est évidente dans la politique pro-islamique, surtout en ce qui concerne les tentatives d'instrumentalisation des confréries religieuses. Le gouvernement italien tenta d'imiter la conduite des Français en Algérie à l'égard de la confrérie *Qadiriyya*. Les écrits de Enrico Insabato, faisant référence à des études françaises, révèlent, par ailleurs, que la France était perçue comme le modèle à suivre. Les références continuelles à la production française caractérisent, en outre, toutes les études coloniales italiennes d'islamologie.

Cette étude suggère une dernière réflexion : au début du siècle, le gouvernement italien n'accorda que peu d'attention à la communauté italienne en Égypte. Cette dernière était livrée à elle-même, peut-être parce qu'elle était devenue imperméable à une tardive récupération politique. L'Italie ne rechercha l'appui que de quelques nationaux qui, en raison de la position prestigieuse qu'ils avaient acquise au sein de la société égyptienne, pouvaient faire office de médiateurs.

REPÈRES
BIBLIOGRAPHIQUES

- ALBERGONI G.** - "Varations italiennes sur un thème français : la Sanusiya". in *Connaissances du Maghreb. Sciences sociales et colonialisme*. - Sous la direction de VATIN J.-C. - Paris, 1984, pp.111-134.
- ALMAGIÀ R.** - *L'opera degli italiani per la conoscenza dell'Egitto e per il suo risorgimento civile ed economico*. Roma, 1906.
- BALBONI L.-A.** - *Gli italiani nella civiltà egiziana del secolo XIX*. - Alessandria d'Egitto, Società Dante Alighieri, 1906, 3 vol.
- BAUSANI A.** - "Islamic Studies in Italy in the XIX-XXth centuries", in *East and West*, VIII, 1957, pp.145-155.
- BIGIAMI E.** - *Noi e l'Egitto*. - Livorno : Arti grafiche S. Belforte e C., 1911., 152 p.
- BONO S.** - "Dalla guerra italo-turca alla guerra italo-libica (1911-1912). Considerazioni sulla storiografia", in *Italia e Turchia. Due punti di vista a confronto Atti del Convegno internazionale*. - Università di Pavia, 26-27 aprile 1990, Milano : Giuffrè Editore, pp. 195-204.
- BRIANI V.** - *Italiani in Egitto*. Roma : Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato, 1982, 180 p.
- *L'Italia e l'Egitto dalla rivolta di Arabi Pascià all'avvento del fascismo (1882-1922)*, sous la direction de RAINERO R. et SERRA L. - Settimo Milanese : Marzorati, 1991, 463 p.
- BUDAYR A.** - *al-amîr Ahmad Fu'âd wa nach'at al-jâmi'a al-misriyya*. - Le Caire: matba'at jâmi'at Fu'âd al-awwal, 1950, 388 p.
- CABATON A.** - "L'Orientalisme musulman et l'Italie moderne", in *Revue du Monde Musulman*, XXVII, 1914, pp. 1-53.
- CALCHI-NOVATI G.** - "Studi e politica ai convegni coloniali del I e II dopoguerra", in *Il Politico*, 155, 1990, pp. 487-514.
- CIANFEROTTI G.** - *Giuristi e mondo accademico di fronte all'impresa di Libia*. - Milano : Giuffrè Editore, 1984, 167 p.
- DEL BOCA A.** - *Gli Italiani in Libia. Tripoli bel suol d'amore, 1860-1922*. - Bari : Laterza, 1986, 478 p.
- DONINI P.-G.** - "Gli studi italiani sulle minoranze del Vicino Oriente dall'unità d'Italia alla guerra di Libia", in *Quaderni di Studi Arabi*, 2, 1984, pp. 81-87.
- GABRIELI F.** - *Orientalisti del Novecento*. - Roma : Istituto per l'Oriente, 1993, 184 p.
- "L'arabistica italiana e la Libia", in *Annali della Facoltà di Scienze Politiche dell'Università di Cagliari*, IX, 1983, pp. 395-401.
- GHEZZI C.** - "Fonti di documentazione e di ricerca per la conoscenza dell'Africa : dall'Istituto coloniale italiano all'Istituto coloniale italiano", in *Studi piacentini*, 7, 1990, pp.167-92.
- AL-JAMI' Î A. al-M.** - *al-Jâmi'a al-misriyya al-qadîma nach'atuha wa dawruha fi al-mujtama'a 1908-1925*. - Le Caire : dâr al-Kitâb al-jâmi'i, 1980, 93 p.
- LEVI DELLA VIDA G.** - "Per gli Studi arabi in Italia", in *Nuova Antologia*, 12, 1910, p.10.
- MALGERI F.** - *La guerra libica*. - Roma, 1970.
- PATRIZI G.** "Orientalismo e geografia", in: *Bollettino della società geografica italiana*, XI, IX, 1992, pp.93-109.
- PETRICIOLI M.** - *Archeologia e Mare Nostrum: le missioni archeologiche nella politica mediterranea dell'Italia 1898-1943*. - Roma : Valerio Levi, 1990, 442 p.
- *La politica estera italiana (1860-1985)*, sous la direction de BOSWORTH R. J.B. et ROMANO S. - Bologna : Il Mulino, 1991, 360 p.
- REID D.-M.** - *Cairo University and the making of modern Egypt*. - Cambridge : Cambridge University Press, 1990, p. 296.
- "Cairo University and the Orientalists", in *International Journal of Middle East Studies*, XIX, 1987, pp. 51-76.
- ROSSI E.** - "Near Estearn Studies in Italy", in *Middle Eastern Affairs*, VIII, 2, 1957, pp. 57-60.
- SAMMARCO A.** - *Gli italiani in Egitto. Il contributo italiano nella formazione dell'Egitto moderno*. - Alessandria d'Egitto : Edizioni del Fascio, 1937, 200 p.
- SIMON R.** - "Libya between ottomanism and nationalism : the ottoman involvement", in *Libya during the war with Italy (1911-1919)*. - Berlin, 1987.
- *Gli studi africanistici in Italia dagli anni '60 ad oggi (Atti del Convegno, Roma 25-27 giugno 1985)*. - Roma : Istituto Italo-Africano, 1986, 422 p.
- *Gli studi sul Vicino Oriente dal 1921 al 1970. Il L'Oriente islamico*. - Roma : Istituto per l'Oriente, 1971, 456 p.
- STRIKA V.** - "Carlo Alfonso Nallino e L'impresa libica", in *Annali della Facoltà di Scienze Politiche dell'Università di Cagliari*, IX, 1983, pp. 9-20.

Les modes de production des savoirs scientifiques se caractérisent désormais par la longueur des réseaux, forme de redistribution de l'intelligence savante. A vrai dire, l'observation, empruntée à Bruno LATOUR, ne trouve pas son illustration la plus probante dans les pratiques des sciences de l'homme et de la société, où le chercheur reste soumis à la tentation, illusoire, d'un face à face avec son objet. La mise en place et le développement de réseaux n'y figurent pas moins parmi les conditions de la connaissance, au regard des défis d'un hypothétique processus cumulatif et du comparatisme. De fait, nombre de réseaux existent, dont le déploiement et les travaux dessinent les contours d'espaces thématiques et de programmes de recherche.

RECHERCHES EN COURS entend contribuer à la visibilité de ces réseaux en leur offrant la possibilité d'explicitier leurs objectifs et leurs réalisations. Dans cet esprit, **Correspondances** a demandé à **Pierre CAMPAGNE** de présenter le **Réseau Agriculture Familiale Comparée-RAFAC**, qui associe des chercheurs de différents pays travaillant sur **l'agriculture familiale en Méditerranée**.

Réseau Agriculture Familiale Comparée (RAFAC)

Pierre CAMPAGNE, économiste, est actuellement directeur de la Formation au CIHEAM-IAMM (Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes-Institut Agronomique Méditerranéen) de Montpellier.

Le Réseau Agriculture Familiale Comparée (RAFAC) est un réseau permanent de recherche dont l'objectif est d'étudier l'évolution et la transformation de l'agriculture familiale en Méditerranée et d'en comprendre les déterminants. L'analyse comparée constitue l'outil privilégié pour la mise à jour des mécanismes de fonctionnement et d'évolution de cette agriculture, dominante dans les pays méditerranéens.

Créé en janvier 1984 à l'occasion d'un séminaire organisé à Montpellier par le CIHEAM-IAMM et consacré à la *Recherche comparée sur les systèmes de production familiaux*, le RAFAC vient d'achever sa dixième année d'existence. Il a connu trois phases principales : une phase de mise en place du réseau et d'identification de thèmes de travail commun (de 1984 à 1987) ; une phase d'élaboration des deux premiers thèmes d'analyse comparée, *la pluriactivité et les relations entre les choix technologiques, les risques et la sécurité*, et d'achèvement des travaux de base des membres du réseau (1987-1991) et, enfin, depuis 1992, une phase de mise en place d'une nouvelle thématique de travail consistant à analyser les effets des politiques nationales sur la transformation des agricultures familiales.

Responsables et principaux partenaires

RAFAC est plus un réseau de chercheurs appartenant à des institutions qu'un réseau d'institutions. Dès sa création, les membres présents au séminaire inaugural ont souhaité opérer cette distinction. L'efficacité constitue l'idée maîtresse ayant présidé à cette «personnification» de l'appartenance au RAFAC. L'expérience de plusieurs réseaux de recherche montrait alors et montre, encore aujourd'hui, que le dynamisme de telles organisations résulte le plus souvent de la continuité adoptée dans le travail et de celle des problématiques mises en oeuvre. Or, cette continuité ne s'avère possible que si l'on a affaire aux mêmes chercheurs ou s'il existe, au moins, un noyau permanent. Le RAFAC n'en n'est pas pour autant un réseau fermé, bien au contraire. Depuis sa création, un certain nombre de chercheurs et d'enseignants de différents pays (l'Egypte, la Grèce, l'Italie, l'Espagne...) l'ont rejoint, parfois au nom de leur institution, mais sans jamais l'y engager en tant que telle.

Actuellement, le réseau regroupe des chercheurs de 11 pays méditerranéens :

| | |
|-----------|--|
| Maroc : | 4 enseignants-chercheurs de l'IAV Hassan II ; |
| Algérie : | 3 enseignants-chercheurs du CREAD, 1 chercheur de l'INES-Blida et 1 chercheur de l'ISE-SETIF ; |
| Tunisie : | 1 chercheur de l'INA-Tunis, 1 chercheur de l'INRA-Tunis et 1 chercheur de l'IRMC-Tunis ; |
| Egypte : | 2 chercheurs de l'Institut de Recherche Agro-économique du Caire ; |
| Turquie : | 2 chercheurs de l'Université de Cukurova à Adana et 1 chercheur de l'Université d'Ankara ; |

| | |
|------------------|--|
| Grèce : | 2 chercheurs de l'Université Agricole d'Athènes, 1 chercheur de l'Université de Thessalonique et 1 chercheur du CIHEAM-IAM-Chania. |
| Ex-Yougoslavie : | 2 chercheurs de l'Université de Belgrade ; |
| Italie : | 1 chercheur de l'Università degli Studi della Balicata di Potenza et 1 chercheur de l'Université de Florence. |
| Espagne : | 2 chercheurs de l'Ecole Technique Supérieure d'Agronomie de Cordoue. |
| Portugal : | 2 chercheurs de l'INIA de Lisbonne et 1 chercheur de l'Universidade de Trás-os-Montes e Alto Douro. |
| France : | 2 chercheurs du CIHEAM-IAM de Montpellier. |

Le RAFAC a toujours fonctionné avec un comité d'animation dont le rôle principal est d'assurer que les décisions importantes, qui sont toutes prises lors de la réunion annuelle du réseau, soient élaborées collectivement. Le secrétariat permanent est assuré depuis sa création par le CIHEAM-IAM de Montpellier.

Activités passées

Première phase

Le séminaire de janvier 1984 avait réuni 23 chercheurs appartenant à 11 institutions méditerranéennes d'enseignement et de recherche. Les exposés ont porté sur les travaux de ces chercheurs, traitant des transformations de l'agriculture familiale. Un premier projet de fonctionnement avait alors été élaboré. Il prévoyait que par le biais d'ateliers thématiques, organisés chaque année dans une institution différente membre du réseau, il serait possible de définir progressivement une problématique et un langage communs à l'ensemble des chercheurs du RAFAC. Quatre ateliers furent donc mis en place entre 1984 et 1987 : Médenine (Tunisie) en 1984, Aveiro (Portugal) en 1985, Rabat (Maroc) en 1986 et Adana (Turquie) en 1987. Ces ateliers ont été organisés sur la base de plusieurs principes qui ont orienté le fonctionnement habituel du réseau. Chaque équipe du RAFAC conduit ses recherches sur des terrains qui lui sont propres en tentant de s'orienter progressivement vers une problématique et des méthodes communes ; pendant les ateliers, l'ensemble des membres présents «questionnent» les chercheurs exposant leurs travaux, en allant jusqu'au bout des critiques «constructives» sur le travail en cours. Ce type de débat «sans complaisance» permet d'avancer plus rapidement et de réorienter éventuellement certaines opérations. Entre ces rencontres, une *lettre du RAFAC* circule pour permettre à certains chercheurs de soumettre des textes de travail. Elle sert, en outre, à communiquer des informations scientifiques intéressant les membres du RAFAC.

C'est au cours de cette première phase qu'ont émergé les deux thèmes développés par le réseau entre 1988 et 1991.

Deuxième phase

Elle concerne l'élaboration d'analyses comparées sur les thèmes *Pluriactivité et revenus extérieurs dans les agricultures méditerranéennes* et *Choix technologiques, risques et sécurité dans les agricultures languedociennes*.

Avec cette deuxième phase, le RAFAC a connu un premier changement de méthode. Il ne s'est plus agi de rapprocher des recherches en cours dans les différentes institutions mais d'élaborer un travail en commun qui sera rédigé par plusieurs équipes.

Le premier thème d'études portait sur la *pluriactivité* en tant que facteur déterminant de la transformation de l'agriculture familiale. Une recherche sur *L'agriculture à revenus extérieurs* a été conduite dans cinq régions méditerranéennes (une région en France, une en Algérie, une au Portugal et deux en Tunisie). Elle a donné lieu à la publication d'un numéro d'*Options Méditerranéennes (pluriactivité et revenus extérieurs dans les agricultures méditerranéennes)* comprenant des études de cas sur les quatre pays retenus et leur analyse comparée.

La gestion du risque et de la sécurité constitue un autre facteur permettant de comprendre le fonctionnement de l'agriculture familiale. Après le séminaire RAFAC organisé à Tiaret en Algérie sur ce thème, les résultats des recherches ont été publiés dans un second numéro d'*Options Méditerranéennes*, intitulé *Choix technologiques, risques et sécurité dans les agricultures familiales en Méditerranée*.

Enfin, un séminaire de synthèse des travaux du RAFAC réalisés au cours de ces deux premières phases a été organisé au CIHEAM-IAM de Montpellier en octobre 1991. A la suite de ce séminaire, chaque équipe a rédigé une synthèse de ses propres recherches qui seront également publiées dans un numéro, actuellement en préparation, d'*Options méditerranéennes*, sous le titre *Agricultures familiales et Politiques Agricoles en Méditerranée : enjeux et perspectives*.

Avec l'année 1992 s'ouvre une nouvelle période pour le RAFAC, qui se caractérise par un changement dans les méthodes de travail. On assiste tout d'abord à une certaine **unification thématique**. L'ensemble des membres du réseau se sont mis d'accord sur la nécessité d'analyser les **effets des politiques nationales** sur les transformations des agricultures familiales. Il a, par ailleurs, été demandé aux équipes de mettre en place, à l'intérieur de leur programme, un **travail spécifique** effectué dans le cadre du RAFAC comportant une problématique et des méthodes qui seront semblables pour l'ensemble des pays. On est donc passé d'un réseau fondé sur des échanges à un réseau de travail en commun. Cette modification va transparaître tout à la fois dans la définition de la problématique et de la méthode, dans le programme de travail et dans le compte-rendu des activités des deux dernières années.

Problématique et méthode

De 1984 à 1991, la plupart des analyses effectuées par les équipes du RAFAC ont mis en évidence le poids des déterminants externes dans la transformation des agricultures familiales. Ces déterminants sont nombreux mais ils peuvent être regroupés sous deux rubriques, *le marché* et *les politiques*. Au sein de ces déterminants, il est apparu utile d'isoler les politiques. L'analyse de cinq «grandes politiques» a été jugée prioritaire. Elle a permis de mettre à jour les cinq thèmes que développe le RAFAC dans sa phase actuelle de travail :

- *Les effets des politiques des prix et de subventions sur l'agriculture familiale (coordination Athènes-Chania-Rabat).*
- *Les effets des politiques de crédit et de financement sur l'Agriculture familiale (coordination Alger-Montpellier).*
- *Développement Rural et Agriculture familiale (coordination Tunis-Lisbonne).*
- *Les organisations professionnelles et l'agriculture familiale.*
- *Le foncier et l'agriculture familiale.*

Pour chacun de ces thèmes, il a été prévu de réaliser une étude comparée entre les 11 pays méditerranéens, dont les composantes seront les suivantes :

- Analyse des politiques nationales récentes dans les domaines concernés, donnant lieu à la rédaction d'un article par pays.
- Mise en place d'enquêtes de terrain dans une ou plusieurs zones, dont l'objectif consiste à mesurer les effets des politiques nationales sur les exploitations familiales. Un article de synthèse par pays sera également rédigé.

La méthodologie, concernant les deux composantes de cette étude, macroéconomique d'une part, méso et microéconomique d'autre part, est élaborée pour chacun des thèmes par un groupe de travail qui assurera, par la suite, le suivi des recherches et l'édition des résultats. Cette méthodologie est présentée et discutée au cours des ateliers annuels du RAFAC. Elle donne lieu à un document servant de termes de référence.

Premier thème

Effets des politiques de prix et de subvention sur les agricultures familiales

Les analyses nationales sont réalisées en deux temps : présentation rapide des politiques nationales (formation historique, évolution, événements récents, périodisation, etc) et analyse des politiques de prix, de subventions et de fiscalité (évolution, type, objectifs). Dans cette deuxième partie de l'étude, il a été convenu d'aborder simultanément trois des déterminants principaux en amont des revenus agricoles. On a ainsi tenu compte du fait que, dans la plupart des pays méditerranéens, les prix sont actuellement, pour un certain nombre de produits, des prix administrés. Ils obéissent à des logiques particulières qui sont, de fait, gérées soit au niveau national soit international. Par ailleurs, un certain nombre de subventions viennent modifier les mécanismes du marché. Elles peuvent concerner les intrants, le matériel agricole, le matériel végétal, les systèmes de commercialisation. La fiscalité agricole, enfin, constitue également un élément déterminant dans la formation des revenus. Elle intervient à la fois directement sur les revenus des agriculteurs, sur la valeur de la production et sur les intrants.

Les analyses zonales concernent des échantillons d'au moins cent exploitations agricoles par zone étudiée. Elles s'intéressent, sur une période permettant une comparaison significative, aux effets des politiques nationales en mettant l'accent sur les variables de structure, de fonctionnement, de production et de stratégie, qui permettent de caractériser les unités de production. Les périodes seront choisies de manière à représenter les différentes situations des exploitations agricoles relatives aux trois politiques retenues (prix, subventions et fiscalité).

Deuxième thème

Les effets des politiques de crédit et de financement

La structure de chaque analyse nationale est la suivante :

- part de l'agriculture dans la formation brute de capital fixe ;
- part de l'agriculture dans les crédits à l'économie ;
- le financement de l'agriculture sur fonds publics ;
- le financement bancaire des agriculteurs et de leurs coopératives ;
 - * description des institutions de crédit prêtant aux agriculteurs ;
 - * types de crédits et bénéficiaires des crédits ;
 - * les conditions d'octroi des crédits ;
 - * la santé des institutions de financement de l'agriculture ;
- le financement de l'agriculture sur ressources extérieures ;
- l'autofinancement des exploitations et le crédit informel.

Il s'agit donc de données nationales à rechercher auprès des différentes institutions concernées. Le travail ainsi ne consiste pas à créer l'information mais à traiter et à mettre en synergie des données existantes. La création d'information intervient, en revanche, dans la partie mésoéconomique. L'objectif consiste, en premier lieu, à identifier comment les exploitations agricoles d'une zone donnée utilisent les changements de politique en matière de crédit et de financement et, en second lieu, à étudier les effets de ces changements sur les structures, le fonctionnement et la reproduction des exploitations.

La comparaison entre les pays devrait donner des enseignements utiles pour la recherche et les gestionnaires nationaux. En effet, s'il existe une bibliographie nationale, parfois relativement nourrie, sur les thèmes étudiés, une analyse comparée a rarement été menée à l'échelle de l'ensemble des pays méditerranéens. En outre, la comparaison des effets sur les structures, le fonctionnement, la reproduction et la stratégie des exploitations agricoles n'a jamais été entreprise. On peut donc s'attendre à la mise en place d'un produit de recherche original qui apporterait largement sa justification à la poursuite des activités du RAFAC ; d'autant plus que des études de ce type et de ce niveau, comportant, pour chacun des thèmes retenus, des enquêtes approfondies touchant plus de 1000 exploitations agricoles en Méditerranée, sont, dans le cadre du RAFAC, d'un coût dérisoire en comparaison du financement qu'elles réclameraient si elles étaient confiées à des institutions de recherches ou d'études nationales ou internationales.

Actuellement, l'achèvement des analyses nationales concernant les deux premiers thèmes mobilisent intensément les chercheurs du RAFAC. Quant aux enquêtes zonales sur les effets des politiques de prix, de subventions et de fiscalité d'une part et de crédit et de financement d'autre part, elles sont en cours de réalisation ou de dépouillement dans les neuf pays participant à ces thèmes.

L'analyse comparée représente un travail considérable d'homogénéisation des données et de présentation commune des résultats. Sa réalisation dépend de la mise en réseau des compétences, de la circulation des résultats et du bon fonctionnement du travail d'équipe. Ces conditions seules permettent la construction d'analyses comparées transnationales qui aillent au-delà de la description des faits et qui tentent de les expliquer.

Conclusion

Il aura fallu dix ans pour que le RAFAC atteigne sa maturité. Il n'est pas exagéré de dire que, plus qu'un réseau de chercheurs, il constitue aujourd'hui un véritable outil de travail en commun. Il n'est pas rare d'ailleurs que ses membres soient sollicités par différentes institutions nationales ou internationales pour des travaux touchant l'analyse sociale et économique des agricultures méditerranéennes. Ceux-ci sont également sollicités pour l'élaboration et la mise en oeuvre de formations. Cette réussite, qui tient au travail en équipe, se traduit par la production d'une somme importante de travaux, présentés ci-dessous.

Pierre CAMPAGNE

REPÈRES
BIBLIOGRAPHIQUES

Plusieurs notes techniques ont été rédigées :

- *Politiques de prix et de subventions*. - N. Maraveyas, oct. 92.
- *Le financement de l'agriculture et le crédit agricole dans les pays méditerranéens*. - S. Bedrani janv. 93.
- *Développement rural et systèmes agro-industriels*. - M. Elloumi, avril 93
- *Compte-rendu scientifique du séminaire d'Adana*. - Sept. 93

On doit noter, par ailleurs, les publications récentes de certains membres du RAFAC :

- ABAAB A., BEN SALEM M., TBIB A.** - "Agriculture familiale et revenus extérieurs dans le Sud-Est tunisien", in *Options Méditerranéennes : Pluriactivité et revenus extérieurs dans les agricultures méditerranéennes*. Série B : Etudes et Recherches, Montpellier : CIHEAM- IAMM, 1991, n° 5, pp. 147-169
- ABAAB A.** - "L'agriculture familiale en Tunisie Centrale face aux nouveaux défis écologiques et économiques". - *Séminaire RAFAC*, Montpellier : CIHEAM-IAMM, 1991. (à paraître in *Options Méditerranéennes*).
- ABDEL HAKIM T.** - "Les politiques agricoles en Egypte", in *Options Méditerranéennes : Etat de l'Agriculture en Méditerranée*, Vol. I, n° 4, Montpellier : CIHEAM : IAMM, 1993
- ABDEL HAKIM T., ABOUMANDOUR M.** - *Le secteur agricole en Egypte et ses perspectives à l'horizon 2000*. - Contrat de Recherche : CEE DGVIII, 09/93
- ABDEL HAKIM T., ONCUOGLU S.** - "Structures agraires et rapports sociaux dans le monde rural: le cas de l'Egypte et de la Turquie", in *Industrialisation. Communication et Rapports sociaux en Turquie et en Méditerranée Orientale*. Ouvrage collectif l'Harmattan, 1994.
- ABDEL HAKIM T.** - "Agriculture familiale : pluriactivité et stratégies d'adaptation". - Communication présentée au *8th Congress of Rural Sociology*, Penn State University, août 1992. CIHEAM-IAMM, 1991. 130 p., 43 réf, cart., tabl., graph. Edition anglaise : *Context study on the Hérault viticulture plain, 3rd. part: Economic and social policies at a local level*. - Montpellier : CIHEAM-IAMM, 1991, 130 p.
- ABDEL HAKIM T.** - "L'accumulation productive dans l'agriculture familiale : origines et modalités", in *Options Méditerranéennes : Agricultures familiales et politiques agricoles en Méditerranée : enjeux et perspectives*. - Montpellier : CIHEAM-IAMM (en cours de publication).
- AKSOY S.** et al. - *Social security of rural people in Turkey* (German). - Universitat Göttingen : Ins. für Rurale Entwicklung , n° 16, 1994
- AKSOY S.** et al. - *Disintegration of Agricultural Lands and Inheritance Law* (Turkish), 1994.
- ALIOUA F.** - *L'intensification céréalière en irrigué. Etude socio-économique des exploitations agricoles : cas du périmètre irrigué des Doukkala*, Vol. II, Tome I. - Rabat, Maroc : MARA-DPV/IAV Hassan II, 1993.
- BARROS V.-C.** - *Minifundio e Modernização Agrícola. O caso de Vagos (Beira Litoral)*. - Lisboa : Ed. INIA/DEESA, 242 p.
- BARROS V.-C., FRAGATA A.** - "A Agricultura Familiar e os Desafios de Integração no Mercado Comum", in *Temas de Economia e Sociologia Agrária*, Lisboa : Ed. INIA/DEESA, pp. 1-15.
- BEDRANI S., CAMPAGNE P.** - "Choix technologiques, risques et sécurité dans les agricultures méditerranéennes". - Tiaret, Algérie : *Séminaire International RAFAC*, 1988, in *Options Méditerranéennes*, Série A, *Séminaires Méditerranéens*, Montpellier : CIHEAM-IAMM, 1991, 180 p.
- BENATYA D.** - "La mise en marché des céréales dans la Haute-Chaouïa et les Zaër". - Rapport final du Projet *Mise en marché des céréales au Maroc. Contribution à un suivi du marché céréalière*. - Rabat : IAV Hassan II Rabat/CIHEAM-IAMM Montpellier.
- BESSE Th., SEBILLOTTE M.** - "Les systèmes de culture céréalières dans les exploitations agricoles privées: nature et raisons d'être", in *Annales de l'INRAT : Pour une approche régionale du développement agricole : céréaliculture et dynamique agraires en Tunisie*, n° spécial, vol. 64, 1991, pp. 167-188
- BOURENANE N., CAMPAGNE P.** - "Pluriactivité et revenus extérieurs dans l'agriculture méditerranéenne", in *Options Méditerranéennes*, Série B, *Etudes et Recherches*, Montpellier : CIHEAM-IAMM, 1991, 192 p.
- CAMPAGNE P.** - *Système agraire, système rural, système local. La pluriactivité en Languedoc*. - Montpellier : CIHEAM-IAMM/CIRAD-Recherches Systèmes : *Symposium International Recherches-Système en agriculture et développement rural*, 1994/11 (en cours de publication).

- CAMPAGNE P.** - *Evaluer l'impact du projet LEADER sur le développement du territoire local.* - Montpellier, CIHEAM/PROGRAMME LEADER CREUSE, 1994, 20 p.
- CAMPAGNE P.** - "Analyse de l'impact du projet de développement" in *Dossiers LEADER.* - Bruxelles : Cellule d'animation LEADER/AEIDL, 1994, pp. 7-53.
- CAMPAGNE P.** - "Sécurité alimentaire, une approche méso-économique". - 11ème session internationale AEIA2 : *Sécurité alimentaire à court et long termes.* - Cordoba, 1994, 12 p.
- CAMPAGNE P.** - "Le processus de changement". 3^e partie. Module 1. Champ thématique : *Agricultural Economics and Rural Development.* - Montpellier : CIHEAM-IAMM/Université de Reading (UK), 1994, 28 p.
- CAMPAGNE P.** - "Agriculture et développement local : quelques questions économiques", in *Cahiers Options Méditerranéennes : Territoires en mutation, à la mémoire de J. Le Coz.* - Montpellier : CIHEAM-IAMM, 1994, pp. 55-66
- CENA DELGADO F.** - "Possibles effets de la nouvelle PAC sur l'agriculture espagnole", in *Economie Rurale.* n° 211, Sept.-Oct. 1992, pp. 67-71.
- CENA DELGADO F., RAMOS F.** - "Sistemas de producción de hortalizas", in E. Ramos y L. Rallo (eds.) : *Nueva Horticultura. Tecnología y Economía de los sistemas horticolas intensivos.* - Mundi Prensa, Madrid, 1992.
- CENA DELGADO F., ARNALTE E.** - "La agricultura y la política agraria en España durante el periodo de transición democrática". - *Agricultura y Sociedad.* n° 68-69, Jul-Dic. 1993, pp. 289-312.
- ELLOUMI M.** - "Pluriactivité et transformation des rapports sociaux dans l'agriculture tunisienne", in *Annales d'Economie et de Gestion de Tunis*, vol.1, n° 1, 1991, pp. 69-86
- ELLOUMI M.** - "Pour une approche régionale du développement agricole : céréaliculture et dynamique des systèmes agraires en Tunisie", (en collaboration), in *Annales de l'INRAT*, n° Spécial, vol. 64, 1991, 240 p.
- ERKUS A.** et al. - "Determination of optimum farm size" (Turkish), 1994
- FRAGATA A., SOUSA F.** - "Mirandès" Cattle breed : systems and practices of the farmers". - Poster presented to the *First European Convention on Farming Systems Research/Extension*, Edinburgh, 6-9 october, 1993
- FRAGATA A.** - "Pratiques des agriculteurs et améliorations technologiques en milieu difficile". Communication présentée au *Symposium international Recherches-Système en agriculture et développement rural.* Montpellier, 21-25 novembre 1994, 12 p.
- GOUSSIOS D.** - "Metsovo : un cas de développement global d'une localité montagnarde". in : *Facteurs de résistance contre la marginalisation des régions défavorisées et de montagnes.* Bruxelles : Ed. DG VI/UE, 1992.
- GUNES T., ERKUS A.** et al. - "A research on developing of Garlic Production and Marketing in Farms in Kastamonu Province". (Turkish), 1993
- KRSTIC B.** - "Mutual competitiveness of some cattle production systems in family farms". - Symposium *"Management : Marketing and Information Systems in the function of Agricultural Development"*. - Belgrad : Faculty of Agriculture, 1994, pp. 73-79.
- KRSTIC B.** - "Recherches des modèles des exploitations familiales spécialisées dans la production bovine". - Symposium international : *"Recherches-Système en Agriculture et Développement Rural"*. - Montpellier : CIRAD-SAR, nov. 1994.
- MARTINOS N.** - "Agrarian Policies and Agricultural Systems", in A. Bonanno. *Sociologia Ruralis XXXI*, Book Reviews, n° 2/3, 1991.
- MARAVEYAS N.** - "The Greek Agriculture in the Process of the European Integration", in ARNALTE, E : *"Agricultures and Agricultural Policies"*. - Madrid : Ministère de Agriculture, Spain, 1993
- MARAVEYAS N.** - "The Agricultural Strata in the European Community and the Common Agricultural Policy", in KOURVETARIS, G., MOSCHONAS : *"Political Sociology of European Integration"*, Greenwood Publishers, N.Y. (Forthcoming). *European Community. Membership evaluated.* - London : Pinter Publishers, 1994.
- RUIZ AVILES P.** - *Consideraciones en torno al desarrollo rural.* - Revista, Arco de Europa, Abril 1993.
- TOMIC R., KRSTIC B.** - "Characteristics of private farms and labour utilization on them". - Beograd : Review of Research Work at the Faculty of Agriculture, 97 (1), 1992, pp. 117-122
- TOMIC R., KRSTIC B.,** 1993. - "Regional characteristics of family farms focused on sheep production in the mountain regions of Central Serbia". Symposium : *Trends in Sheep and Goat Breeding Development in Yugoslavia.* - Novi Pazar, pp. 51-59.
- ZAGDOUNI L.** - "Structures foncières et utilisation des terres dans un périmètre de grande hydraulique au Maroc. Cas des Doukkala". - Communication présentée au séminaire organisé par le CIHEAM : *Les sols dans la région méditerranéenne*, Tunis, 16-17 nov. 1992 publié, in *Cahiers Options Méditerranéennes.*

DU PRIVÉ AU PUBLIC : ESPACES ET VALEURS DU POLITIQUE AU PROCHE-ORIENT - Collectif. - Beyrouth : CERMOC, 1994 - 171 p. - (Les Cahiers du CERMOC. 8)



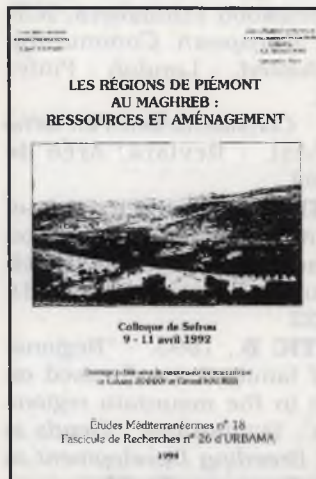
Bâties, pour la plupart, selon un mode d'approche empirique, à partir de terrains diversifiés, renvoyant eux-mêmes à des moments historiques et à des contextes politiques fort différents, les études réunies au sein de cette publication présentent la particularité de converger vers une réflexion conceptualisante sur le thème *des expressions de la vie publique au sein des sociétés du Moyen-Orient*.

Les avancées respectives du privé dans le domaine public et du public dans la sphère privée constituent le terrain d'investigation idéal pour le repérage et l'analyse des pratiques, des pouvoirs et des valeurs qui fondent la vie commune et façonnent les formes de la coexistence. Partant de cette hypothèse, l'ensemble de ces travaux contribue, au-delà des descriptions fines et détaillées que l'on pourrait retenir en première lecture, à ce que la recherche progresse dans l'énonciation de questions fondamentales. Celles-ci concernent, en priorité, les modes d'articulation de l'Etat et des pouvoirs sociaux, les ressorts de la production d'une communauté citoyenne et, enfin, les modalités selon lesquelles les individus combinent - plus qu'ils n'opposent - des registres d'action que l'on peut qualifier de modernes et de traditionnels.

Les différentes contributions illustrent, chacune à sa manière, l'existence d'un rapport fondamental, propre à l'organisation de la vie collective dans le monde arabe, à savoir

l'interpénétration - et non point *l'articulation* - des sphères du privé et du public. Que le choix des espaces publics observés se soit porté sur des quartiers d'habitation, sur des lieux domestiques transformés en espaces associatifs ou encore sur des lieux de sociabilité urbaine, tels que des cafés ou des centres de commerce et de loisirs, les recherches attestent dans un même mouvement de la grande fluidité de la limite entre public et privé. En déconstruisant ou en relativisant des dichotomies courantes mais trompeuses, telles que les séparations Etat/Société ou encore espace féminin/espace masculin, elles font apparaître les dispositifs, les lieux et les moments en fonction desquels s'opère le passage d'un ordre de relation dit privé à un autre dit public et restituent, ce faisant, la part des combinaisons et des médiations multiples par lesquelles se négocie le lien politique.

LES REGIONS DE PIEMONTE AU MAGHREB : RESSOURCES ET AMENAGEMENT ; actes du colloque de Sefrou, 9 - 11 avril 1992 ; sous la responsabilité scientifique de Lahsen JENNAN et Gérard MAURER. - Tours : Poitiers : URBAMA : CIEM, 1994. - 175 p. - (Etudes Méditerranéennes. 18. Fascicule de recherches d'URBAMA. 26)



Quelle place les régions de piémont ont-elles depuis quelques décennies au sein des espaces géographiques maghrébins ? Cette question générale s'impose à toutes les monographies présentées dans cet ouvrage qui privilégie les analyses concrètes, les expériences d'aménagement et les actions de développement.

Zones de transition entre la montagne et le « bas pays », les piémonts étaient et demeurent des régions d'économie traditionnelle parmi les plus prospères et les plus actives. Aujourd'hui encore, la majorité de ces espaces coïncident avec l'aire des paysanneries villageoises, de sédentarisation ancienne et qui sont les mieux rompues aux techniques d'irrigation. De profondes mutations les affectent sous l'effet de divers acteurs, à savoir les populations locales, l'Etat et les entreprises capitalistes. Les nouvelles formes d'organisation rurale et urbaine tendent à les inscrire dans des circuits d'échanges et des réseaux de service extra-régionaux, abolissant progressivement la quasi-autonomie qui les caractérisait. Sur le plan agricole, des transformations récentes sont observées. L'économie traditionnelle des piémonts était fondée sur une complémentarité tant avec le bas pays qu'avec la montagne et se traduisait par la mobilité des hommes et des troupeaux. Leur mise en culture accélérée a pour conséquence la dislocation de cet équilibre. Les piémonts sont désormais

fortement intégrés aux plaines voisines et les liens avec la montagne se dénouent.

Les piémonts sont le lieu par excellence des phénomènes d'explosion urbaine. Les centres administratifs, les équipement publics et les centres commerciaux sont très attractifs. En tant que centres industriels, comme dans le cas algérien, ils offrent des opportunités d'emploi. Les densités croissantes de population, le développement rapide de la mise en valeur de ces espaces sont autant de facteurs de crise. Ils posent le problème de l'allocation optimale des ressources. Le constat de la spécificité des piémonts et de leur développement inégal, plaide pour l'élaboration de politiques cohérentes d'aménagement régional.

MAXIMENKO Vladimir. - **Al-Intillijansiyâ al-Maghâribiya. Al-Muthaqafûn, Afkâr wa naz'ât** (L'intelligentsia maghrébine. Les intellectuels, idées et tendances). Traduction du Russe par Abdelaziz BOUBAKIR. - Alger : Dar al-Hikma-Dar al-Nahdha, 1994. - 199 p. + Index.



Cet essai d'histoire socio-culturelle de la production intellectuelle maghrébine (Maroc, Algérie, Tunisie) tente de cerner, au moyen d'une approche marxiste soviétique, la formation, le rôle ainsi que la culture politique des élites. La démarche adoptée en vue de reconstituer les processus d'émergence et de développement de l'intelligentsia à la fin du XIXème et dans la première moitié du XXème siècle est de facture synthétique à dominante critique, voire polémique.

L'étude commence par l'analyse de l'action des intellectuels maghrébins au sein du mouvement national, action qui résulte de l'enseignement et de la culture modernes introduits dans le sillage de la domination coloniale. Celle-ci s'est accompagnée, selon l'auteur, d'une sorte de déculturation produisant une *conscience malheureuse* chez les intellectuels engagés dans une bataille de résistance culturelle. En effet, l'intelligentsia maghrébine, dont les mobiles idéologiques sont clarifiés et discutés à partir des écrits de Franz FANON et d'Albert MEMMI, opta pour une *mobilisation radicale des masses* en vue de rompre avec l'ordre établi. Ce choix historique contribua à transformer ces intellectuels en groupe de canalisation des tensions induites par la situation coloniale.

Au lendemain des indépendances, une autre mutation devait s'opérer dans le sillage de la construction étatique en métamorphosant l'intelligentsia soit en *bourgeoisie*

(Tunisie), soit en *petite bourgeoisie* (Algérie), soit, encore, en *groupe clérical* (Maroc).

Cette réorientation politique et idéologique institua, dans les trois cas schématisés par l'auteur, la bureaucratisation des couches intellectuelles. En fait, l'héritage colonial et les contradictions postcoloniales repesent le problème de l'articulation du culturel et du politique au Maghreb. Le modèle de développement national traduit, au fond, une option occidentalisante que l'intelligentsia refuse en développant des alternatives. A cet effet, le traditionalisme et le modernisme reflètent des contradictions à l'intérieur des *couches intellectuelles* dans leur rapport avec les interférences culturelles du national et de l'universel.

En somme, l'itinéraire de l'intelligentsia maghrébine, retracé par V. MAXIMENKO, constitue une tentative de lecture des mutations de ces sociétés ex-colonisées et de leur transition vers de nouvelles formes sociales qui seraient caractérisées, selon lui, par un *rôle grandissant des intellectuels*.

STORA Benjamin et DAUD Zakya. - **Ferhat Abbas : une utopie algérienne.** - Paris : Editions Denoël, 1995. - 429 p. (coll. Destins croisés)



La vie et le parcours de Ferhat Abbas, *symptômes d'une difficile synthèse, d'un déchirement entre principes républicains et traditions fortes de l'Islam*, sont étroitement associés, non seulement à l'histoire du mouvement national algérien, mais aussi à l'histoire politique toute entière de l'Algérie du XXème siècle. Fils de caïd, diplômé en pharmacie et élu municipal de Sétif, Abbas est, dans les années 1930, le représentant le plus typique du courant dit "assimilationniste" dont la principale réclamation est l'égalité des individus et des civilisations, le droit d'être simultanément français et musulman. Cette appropriation des principes républicains, par un intellectuel musulman qui entend les pousser jusqu'à leurs conséquences ultimes, lui vaudra les attaques des milieux conservateurs coloniaux. Elle lui attirera aussi de dures critiques d'une partie des siens, les partisans de Messali Hadj, qui prônent déjà la rupture radicale avec le système colonial et qui ne voient en lui qu'un "réformiste bourgeois".

Cependant, la foi en une reconquête progressive de la personnalité politique de l'Algérie et en la constitution d'un espace mixte franco-algérien s'é moussent progressivement face à un refus obstiné d'évolution de la part de l'Etat colonial ; l'échec du projet Blum-Violette, les massacres de Sétif en 1945, la bataille pour le nouveau statut de l'Algérie en 1947 et le truquage systématique des élections par l'Administration prépareront le

terrain à l'insurrection armée de 1954. L'Union Démocratique de Manifeste Algérien de Ferhat Abbas se rallie au FLN, comme la plupart des autres tendances politiques, sans que le « pharmacien de Sétif » n'ait cessé de croire que d'autres voies que la violence étaient possibles. Malgré un rapide passage à la présidence du Gouvernement provisoire (1958-61), sans doute destiné à dissimuler les déchirements internes du FLN, Ferhat Abbas sera rapidement écarté du pouvoir après l'indépendance. Refusant d'admettre qu'il n'existait pas d'alternative à l'instauration d'un pouvoir personnel soutenu par l'idéologie totalitaire d'un parti unique, il restera jusqu'à sa mort en 1985 le porteur d'une *utopie* à laquelle l'histoire n'avait pas laissé de place.

BENNANI-CHRAÏBI Mounia. - Soumis et rebelles : les jeunes au Maroc. - Paris : CNRS Editions, 1994. - 335 p.



La stabilité et la continuité du système de pouvoir marocain sont souvent soulignées dans les travaux portant sur l'évolution politique de ce pays. Mais au-delà de la permanence du pouvoir, qu'en est-il des représentations sociales, des valeurs et de leur éventuelle énonciation politique ? C'est ce qu'a tenté d'analyser M. BENNANI-CHRAÏBI à travers une longue enquête par entretiens, menée depuis le début des années 1990 auprès de jeunes urbains scolarisés. Leurs *paroles* — par opposition aux *discours* structurés — s'avèrent fortement révélatrices d'un décalage entre les attentes, en particulier celle d'une mobilité sociale ascendante résultant d'un enseignement généralisé et d'un modèle méritocratique, et la réalité d'un système faiblement intégrateur dans lequel les atouts relationnels et le capital matériel restent décisifs.

Les frustrations nées de ce décalage obligent ces jeunes à des ajustements imaginaires, à des négociations et reconstructions identitaires sur le mode du *bricolage culturel*. Ainsi, l'*ailleurs*, réel ou imaginé, à la fois attirant et répulsif, leur sert tantôt à se distancier du groupe d'origine, tantôt à reconstruire positivement leur relation à la communauté autour, par exemple, des valeurs de l'islam pris comme *modèle normatif d'action*. Les modalités des relations entre jeunes hommes et femmes se transforment

également, transgressant ou redéfinissant les normes héritées, mais privilégiant toujours l'arrangement plutôt que la rupture. Enfin, la difficile insertion dans le monde du travail semble perpétuer le rôle intégrateur de la famille, même si, face à l'affirmation de projets individuels, celle-ci peut parfois être vécue comme une contrainte.

L'ensemble des tensions qui traversent ce travail de recomposition des valeurs trouvent-elles une traduction sur le plan politique ? En général, le manque d'intérêt pour l'activité de la classe politique semble aller de pair avec l'incapacité à s'investir dans une quelconque contestation politiquement structurée. En revanche, la présence latente d'un esprit de sédition (la *siba* intérieure), révélé par la puissance de dérision des *nukat*, peut contribuer à expliquer les explosions de violence dont l'auteur a pu être le témoin (de décembre 1990 à l'automne 1991). C'est dans ces moments de participation politique effective que s'expriment les sentiments d'injustice, d'inégalité, ainsi que les frustrations devant *une modernité et une surconsommation qui pavoisent tout en demeurant inaccessibles*.

CHASTEL Robert. - Rabat-Salé. Vingt siècles de l'oued Bou Regreg. - Rabat : Ed. La Porte, 1994. - 335 p.



Partant du constat selon lequel Rabat et Salé seraient *en panne d'histoire*, le docteur Robert CHASTEL, passionné d'histoire maritime, livre à un public éclairé une fresque événementielle, basée sur l'établissement d'une chronologie et illustrée par de nombreux documents d'archives, par des travaux historiques et littéraires. Séparant la *frondeuse* Rabat de Salé *la dévote*, l'oued Bou Regreg fut le témoin privilégié du passé de deux cités riveraines et rivales. L'auteur évoque leur genèse, l'habitat pré Néanderthal, l'ancien comptoir phénicien et la colonie romaine de Sala Colonia érigée en relais maritime de la Maurétanie tingitane, leur développement sous les dynasties successives des Almoravides, des Almohades et des Mérinides. L'apport original des *Moriscos* d'Andalousie et des *Hornacheros* d'Estramadure, expulsés d'Espagne dans le cadre de la *Reconquista*, détermina, dès 1610, l'activité de course contre les navires de commerce espagnols, jusqu'au désarmement des navires corsaires par le sultan Moulay Slimane (1792-1822). L'instauration de la liberté de commerce maritime fut à l'origine de la reconversion économique des *Deux-Rives*, du XIX^{ème} siècle aux années 1920. Bien qu'amorcé avant l'instauration du Protectorat français, l'estuaire du Bou Regreg devint, sous l'impulsion coordonnée du Palais et de la Résidence générale, le premier

port fluvial du Maroc et le resta jusqu'à la veille de la Seconde Guerre Mondiale. Des données chiffrées et commentées permettent d'évaluer l'importance du trafic et de l'activité portuaire de 1906 à 1940. Celle-ci périclita dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle. Depuis la construction d'un barrage, en 1974, à vingt-cinq kilomètres en amont, *l'ancien lit de l'oued, envasé et pollué, n'est agité que par le balancement de la marée*. Cette conclusion sur une note nostalgique évoque l'agonie d'un *port perdu*, témoin fidèle d'une histoire de deux mille ans, celle de deux villes ayant tourné le dos à la mer.

GHARBI Mohamed Lazhar. - Impérialisme et réformisme au Maghreb : histoire d'un chemin de fer algéro-tunisien. - Tunis : Cérès Editions, 1994.-333 p. - (Horizon maghrébin)



Dans une conjoncture de crise politico-financière et de menaces extérieures liées à l'expansion impérialiste européenne en Méditerranée, la modernisation d'une régence ottomane, comme la Tunisie de la fin du XIXème siècle, devait passer par la transformation des structures économiques et le transfert technologique. Or, ces innovations, illustrées par la création d'un réseau ferroviaire, firent échec aux idées réformistes qui les avaient promues : en accélérant la dépendance économique, elles furent à l'origine même de la domination politique du pays. La problématique adoptée par cette étude, qui s'inscrit dans le cadre d'une recherche doctorale soutenue en 1985, traduit un défi : les conditions de la croissance économique sont-elles incompatibles avec l'affirmation d'une indépendance politique ?

Les origines de la création du réseau ferré algérien sont recherchées dans les objectifs stratégiques des autorités françaises après les révoltes de 1871 et la création de centres de colonisation dans le Constantinois. Les richesses minières et agricoles avaient attiré de grandes sociétés capitalistes. En avril 1875, leur alliance détermina la création de la Compagnie Bone-Guelma, filiale algérienne de la Société des Batignolles. Destinée à assurer la construction du réseau ferré de la province de Constantine, elle obtint, dès avril 1876, la concession de la ligne de la Mejerda. Elle s'affirma, alors, comme un

instrument de pénétration commerciale et industrielle dans la perspective de l'élargissement de l'espace colonial français. Cette concession accordée par le Gouvernement tunisien était l'une des étapes définies par un programme de développement économique. Dans la pensée de Khéreddine, l'intervention de l'Etat, la modernisation et l'intégration de l'économie tunisienne dans le circuit de l'économie internationale étaient autant de préalables à la réussite de l'entreprise et à l'affirmation de l'indépendance politique du pays. Dans cette perspective, la création d'un réseau de transport moderne devait permettre de relier les centres de production aux centres de consommation et rattacher la Tunisie au marché extérieur.

Retraçant l'histoire de la Compagnie Bone Guelma de 1875 à 1900, son organisation administrative, sa stratégie financière et les différentes phases de concession, de construction et d'exploitation, l'auteur s'interroge sur l'antagonisme des deux stratégies, sur les moyens qui permirent au capitalisme de détourner cet instrument de progrès de son rôle initial et sur l'avenir du projet d'unité ferroviaire maghrébine.

LIVRES REÇUS À LA BIBLIOTHEQUE DE L'IRMC

BEN SMAIL Mohamed. - Dictionnaire des mots français d'origine arabe. - Tunis : STER, 1994. - 151 p.

BRENIER-ESTRINE Claude. - Bibliographie berbère annotée, 1992-1993. - Aix-en-Provence : IREMAM : Université d'Aix-Marseille I II III, 1994.-.(Travaux et Documents de l'IREMAM. 16)

BACCAR-BOURNAZ Alia. - Le Lys, le Croissant et la Méditerranée (à l'époque moderne) ; préf. de Bernard VINCENT, avant-propos de Mohammed YALAOUI. - Tunis : L'Or du Temps, 1994. - 155 p.

BOURGOU al Mongi. - Al Manâtiq 'al qâhilat ; Al Tadhâris al mumayizat wa muchkil al tasahhur (Erosion spécifique et problème de désertification). - Tunis : ISFC : Cérès Editions, 1994. - 157 p. (Institut Supérieur de formation continue) (Silsilat marâji)

CHARNAY Jean Paul. - Sociologie religieuse de l'Islam ; nouv. édition ; Paris : Hachette, 1994.-618 p. - (Pluriel)

D'HONT Olivier. - Vie quotidienne des 'Agêdât. Techniques et occupation de l'espace sur le Moyen Euphrate ; préf. de Robert CRESSWELL. - Damas : IFEAD, 1994. - 263 p., ill. et cartes. - (Institut Français de Damas)

AL JOULI Mohamed al Hedi. - Mujtama'ât lil dhâkirat. Mujtama'ât lil nisyân : dirâsat monografia li Aqalliâtin saoudâ' bil janûb al Tunisî (Sociétés pour la mémoire, sociétés pour l'oubli : étude monographique, d'une minorité noire dans le sud tunisien) ; présentation par Mohamed Nejib BOUTALIB; Tunis : Cérès Editions, 1994. - 147 p.

KHELIL Hédi. - Résistances et utopies. Essais sur le cinéma arabe et africain. - Tunis : Editions Sahar, 1994. - 110 p.

MAROQUINS A CATALUNYA ; par Walter ACTIS, Carlos PEREDA, Miguel A. DE PRADA ; préf. de Tahar Ben Jelloun. - Barcelon : Institut Català d'Estudis Mediterranis, 1994. - 352 p.

SYSTEMES ET POLITIQUES DE SANTE AU MAGHREB. UN ETAT DES LIEUX ; sous la dir. de Miloud KADDAR. - Paris : Centre International de l'Enfance, 1994. - 197 p

PSYCHOLOGIE
N° 4 - 1994

Animée par la volonté d'approfondir la connaissance de la société algérienne et de développer des débats d'idées entre chercheurs d'horizons divers, la revue *Psychologie* propose dans son dernier numéro, une quinzaine d'articles rassemblés autour de quatre axes de recherche.

Il s'agit, tout d'abord, d'engager la réflexion sur des interrogations d'ordre méthodologique et épistémologique. Tandis qu'un premier texte étudie les fondements idéologiques de la psychiatrie coloniale (R. BERTHELIER), d'autres s'attachent à distinguer les conditions socio-culturelles qui sont à l'origine de diverses pratiques et représentations de la psychologie ou de la médecine en Algérie (M. MERZOUK, R. AIT SAHALIA).

Un deuxième ensemble d'études traite des différents apports possibles de la psychologie au fonctionnement de l'institution scolaire (méthodes pédagogiques, projets et orientations scolaires). Le troisième axe, orienté sur l'analyse de phénomènes cliniques et psychosomatiques, rassemble des contributions qui illustrent la nécessaire articulation de la recherche fondamentale et de la pratique. Parmi ces contributions on mentionnera un article proposant un mode de repérage des différences culturelles dans la structuration des **organisations mentales**, appelé *classification psychosomatique* (P. MARTY, J-B STORA), ainsi qu'un texte de N. RAUSCH DE TRAUBENBERG où l'auteur fait état de ses recherches cliniques sur le test de Rorschach.

Enfin, un dernier groupe d'écrits relevant de la psychologie du travail s'ordonne autour de questionnements relatifs aux transferts de connaissance, de modes d'organisation et de savoir-faire dans le monde du travail : les théories et les techniques élaborées ailleurs pour analyser et rendre plus performant le fonctionnement organisationnel sont-elles pertinentes lorsqu'elles sont transposées dans le contexte de l'entreprise algérienne ? Selon quelles procédures les opérateurs algériens peuvent-ils intégrer les exigences cognitives imposées par la complexité des nouvelles technologies ?

- ▲ PSYCHOLOGIE - Revue de la société algérienne de recherche en psychologie - Villa n° 33, El Omrania, Dely Ibrahim - Alger.

**REVUE DE DROIT
ET D'ECONOMIE**
N° 9, 1993

Actes du colloque «Les interventions économiques des collectivités locales»

La dernière parution de la Revue de Droit et d'Economie de l'Université de Fès met en lumière, en s'interrogeant sur le rôle des Collectivités Locales (C.L.) au Maroc, les atouts et les stratégies du *développement local*. Aux approches générales succèdent des articles consacrés aux expériences sur le terrain (comparaisons avec des cas français), aux finances locales et aux différents domaines d'intervention.

L'accent est mis sur les compétences en matière d'intervention économique des Communes (ainsi que des Provinces et des Régions) promues, dans le cadre de la décentralisation administrative par le dahir de septembre 1976, *nouveaux acteurs de la promotion du local*. Mais les réformes administratives ne semblent pas avoir *changé les logiques précédentes* (A. SEDJARI) : le véritable enjeu se situe dans la régulation des compétences entre l'*autorité locale* (Gouverneurs) et les *élus* (Communes). Bien qu'après 15 ans de décentralisation quelques obstacles aient été surmontés, l'Etat, dans la pratique, tout en préconisant une relation de partenariat égalitaire, *entretient des rapports de subordination avec les C.L.* (M. SMIRNES).

Plusieurs auteurs, dont notamment A. KAILOUA (*Production et gestion des zones industrielles dans le grand Casablanca*), soulignent la faiblesse des moyens financiers, le manque d'expérience des élus et un renforcement de la centralisation dans la prise de décision. En matière d'habitat, M. SALAHDDINE souligne, au regard du projet de développement de *Dersa Smasa* à Tétouan, la nécessité de donner une impulsion aux associations d'habitants. Concernant les potentialités d'investissement et de développement des C.L., le fort décalage existant entre les grandes Communes Urbaines (G. SAADNI pour le cas de Fès) et les Communes Rurales du Maroc (AIT MEKKI) appelle des modalités d'intervention et des supports institutionnels et financiers mieux adaptés aux différents contextes, afin de dynamiser le *système productif local* (D. GUERRAOUI).

- ▲ REVUE DE DROIT ET D'ECONOMIE - Université Sidi Mohammed Ben Abdellah - Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et sociales - Fès.

**REVUE
MAROC-EUROPE**
N° 7 - 1994

L'armée marocaine à travers l'histoire

Cette livraison réunit les actes d'un colloque qui s'est tenu au Maroc du 13 au 15 octobre 1994. Un triple souci, traduisant une orientation à la fois problématique et méthodologique, a prévalu dans les interventions : *attirer l'attention sur l'histoire militaire marocaine, indiquer ses sources et moyens* et, enfin, *célébrer le rôle du Maroc dans la lutte européenne* (J.-L. MIEGE). Cet auteur donne le ton en dressant un bilan des travaux sur l'histoire militaire du Maroc ainsi qu'un tableau des perspectives de recherches futures.

Concernant les sources, la communication du Cdt J.-L. RICCIOLI montre la richesse que recèlent les archives du Service Historique de l'Armée de Terre de Vincennes qui représentent un fonds documentaire encore très peu exploité. La confrontation des sources marocaines et européennes s'avère particulièrement féconde. Par ce biais, N. MICHEL, met en évidence les permanences, entre 1757 et 1900, de la *mhalla*.

Plusieurs études de cas portent sur les relations militaires entre le Maroc et l'Europe. B. SIMOU et R.-H. RAINERO éclairent l'apport des pays européens, de l'Italie en particulier, aux réformes militaires dans le Maroc du XIXème siècle. Trois auteurs ont orienté leurs travaux sur le XXème siècle qui demeure *encore un peu le parent pauvre de l'historiographie marocaine*. C. LEVISSE-TOUZE s'interroge, ainsi, sur la *contribution du Maroc à la seconde guerre mondiale* tandis que J. AUGARDE et A. BENJELLOUN consacrent leurs articles respectifs aux *forces supplétives pendant les campagnes du Maroc et de la libération de la France* et à *l'enrôlement des Marocains dans les rangs franquistes*, préludes au passage de l'armée traditionnelle aux futures Forces Armées Royales.

- ▲ REVUE MAROC-EUROPE - 281, avenue Mohamed V - Rabat.

**ETUDES
INTERNATIONALES**N° 53 - 4ème trimestre
1994

Le concept de développement est-il menacé ? Le Secrétaire Général de l'ONU, Boutros BOUTROS-GHALI serait tenté de répondre par l'affirmative dans son *Agenda pour le développement* que cette dernière parution d'*Etudes Internationales* présente dans son intégralité. Alors que la guerre froide a paradoxalement constitué un aiguillon de l'aide au développement, celle-ci semble, aujourd'hui, gravement remise en cause. Les pays industrialisés connaissent des difficultés diverses et la multiplication des guerres et des foyers de tension grève les budgets d'aide au développement au bénéfice des opérations de maintien de la paix. Or, une paix sans développement est-elle concevable ? (B. BOUTROS-GHALI).

Le *dialogue entre l'Europe et le Maghreb en matière de politique étrangère et de sécurité* ne saurait non plus ignorer la problématique du développement économique. A. ATTIA propose un nouveau *Plan Marshall* qui, à l'échelle du Maghreb, accompagnerait l'effort de coordination des stratégies de sécurité et de défense entre les deux rives de la Méditerranée. Il est nécessaire de rappeler, enfin, la forte interaction existant entre protection de l'environnement et développement de la région méditerranéenne (A. KERDOUN).

En Méditerranée, les espoirs et les doutes se portent aussi sur l'actuel processus de paix israélo-palestinien : *Après les Accords d'Oslo, quel règlement pour la question palestinienne ?* (B. KODMANI-DARWISH). Dressant un bref bilan des négociations, l'auteur regrette que la question cruciale des réfugiés palestiniens et de l'organisation de la diaspora ne soit pas placée au cœur des débats en cours.

On trouvera utilement dans ce numéro le texte intégral de l'accord israélo-palestinien sur l'autonomie de Gaza et Jéricho, une chronologie (24 juin 1891 au 4 mai 1994) des événements relatifs à la Palestine et au Proche-Orient, la Déclaration de Tunis pour un *Pacte d'Entente, de Coopération et de Sécurité entre le Maghreb Arabe et l'Union européenne*, ainsi que le Communiqué du Sommet de Naples des pays membres du G7 (8 et 9 juillet 1994).

▲ ETUDES INTERNATIONALES - Revue de l'Association des Etudes Internationales - B.P. 156 - Tunis-belvédère 1012.

**HAWLIYYAT
AL-JAMI'A
AL-TUNUSIYYA**
N° 34 - 1993

Cette livraison parue en 1994 rend hommage à feu Salah M'GHIRBI, professeur à l'Université de Tunis, disparu le 27 février 1993. Elle est entièrement consacrée à trois de ses articles portant, tour à tour, sur la géographie humaine, les institutions musulmanes et le regard des voyageurs musulmans.

L'auteur dégage, en premier lieu, les tendances de la géographie humaine et en présente les fondateurs. Il évoque, d'abord, une géographie cosmique d'inspiration indienne et grecque, puis une géographie administrative à tendance utilitaire et, enfin, une géographie littéraire d'orientation classique, née au Machreq entre les IVème et Xème siècles.

Le regard porté par les voyageurs musulmans médiévaux sur l'étranger - la Chine et l'Inde - révèle l'appartenance de l'observateur et son mode de sélection des faits. Il s'avère que la plupart des voyageurs sont des commerçants cultivés mais non-savants. Leur vision est de facture naturaliste et royaliste. Elle est également autocentrée sans toutefois déboucher sur le mépris de l'Autre.

L'étude des régimes et des institutions musulmanes permet de fixer la nature du *Califat* selon les époques (Islam primitif, Ommeyyade, Abbasside, Almohade, Fatimide et Ottoman) et d'en décrire les principales caractéristiques. Fait suite à cet exposé, une vue d'ensemble sur les trois organes principaux de l'appareil gouvernemental musulman à savoir la *Hijāba*, la *Wizāra* et le *Diwān*. Les notions d'*Emirat* ou de *Wilaya* donnent une idée de l'autonomie des dynasties musulmanes vis-à-vis du *Califat*. Par ailleurs, la fonction judiciaire du *Qadhi* apparaît comme une fonction-clef du système, greffée sur une double justice, religieuse et civile. Quant à la *Hisba*, elle assurait le contrôle des marchés ainsi que l'honorabilité. La police renforçait la surveillance alors que le système financier entretenait l'assise matérielle de l'Etat et du *Sultan*. Précisons que les trois articles sont précédés d'une nécrologie signée par Abdelmagid CHARFI.

▲ HAWLIYYAT AL-JAMI'A AL-TUNUSIYYA - Faculté des Lettres - 2010 La Manouba - Tunisie.

**REVUE TUNISIENNE
DE GEOGRAPHIE**
N° 23-24 - 1993

Le géographe égyptien Gamel HAMDANE connaît, depuis son décès accidentel (le 13 avril 1993), une reconnaissance tardive dans son propre pays. On trouvera dans ce numéro, paru en 1994, la bibliographie complète d'un auteur essentiellement connu pour la somme parue sous le titre *La personnalité de l'Égypte : Etude du génie des lieux* (en arabe).

Par ailleurs, plusieurs articles font écho au thème de la dégradation de l'environnement, retenu en 1993 par le Deuxième Congrès des Géographes Africains (dont on lira un compte-rendu). Ainsi, à Jerba, le *tourisme industriel* a profondément bouleversé un espace écologiquement sensible mais traditionnellement sous-peuplé (M. BOURGOU). En Mauritanie, l'afflux de populations, depuis 1958, sur le site fragile de la ville de Nouakchott est un facteur de désertification. On lira en outre, les plumes de H.-A. SAMMOUR, une étude des forêts résiduelles de Jordanie.

Dans un autre domaine, A.-K. AKIBODE étudie l'impact de la Révolution Verte dans la région de Notse au Togo. Le Projet de Développement Rural Intégré a réussi à créer une *dynamique économique*, mais le peu de partage des responsabilités et le défaut d'actions spécifiques en faveur des femmes doivent tempérer cet optimisme.

Concernant la Tunisie, H. SETHOM traite des structures agraires depuis la période coloniale tandis que H. METHLAOUI s'intéresse au secteur agrumicole dans la région de Menzel Bouzelfa. Enfin, une étude des phénomènes migratoires (internationaux, régionaux et pendulaires) affectant la ville de M'saken fait appel à des sources statistiques très variées (H. BOUBAKRI). La géographie physique de la Tunisie n'est pas oubliée. A. GAMMAR propose, dans un premier article, une méthode de calcul des gradients de pluviométrie altitudinaux dans des zones où les gradients régionaux s'avèrent insuffisants. Et en collaboration avec A. BOUJARRA, il décrit des séquences sédimentaires inédites *typiques du Sahel septentrional*.

▲ REVUE TUNISIENNE DE GEOGRAPHIE - Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis I - 94 boulevard du 9 Avril - 1007 Tunis

FORUMVolume 1, N° 4 -
décembre 1994*La libéralisation du commerce régional et le nouvel ordre économique mondial*

La compréhension du nouvel ordre économique mondial passe par l'analyse des effets de la libéralisation économique sur le commerce moyen-oriental et, notamment, ceux des récents accords de l'Uruguay Round signés le 15 décembre 1993. Les économistes du développement estiment que l'adoption de stratégies orientées vers l'exportation a considérablement amélioré les performances économiques dans cette zone. Les mesures de libéralisation, adoptées sur le plan financier et commercial, ne sont cependant pas intervenues dans un contexte favorable (importance du secteur public, barrières bureaucratiques, faiblesse des exportations qui représentent - à l'exception du pétrole - 3,7% du total des exportations des pays en développement).

A plus d'un titre, les pays du Maghreb et du Proche-Orient illustrent de façon exemplaire la relation entre ajustement structurel et coût social. Les processus d'ajustement et leurs effets sur la concurrence entraînent la dérégulation des marchés locaux. Toutefois, selon R. SAFADI et M. SMEETS, ces réformes d'ouverture économique portent, au sein d'un cadre institutionnel garantissant les intérêts locaux, la promesse d'une plus grande solidité et équité. Dans cette optique, J. E. ZARROUK s'intéresse plus particulièrement aux pays exportateurs de pétrole et à ceux signataires d'accords préférentiels avec l'Union Européenne ; il en examine les conditions d'accès au marché mondial et les politiques agricoles.

A signaler également la déclaration adoptée à l'issue de la Conférence de Casablanca (septembre 1994) qui appelle à la mise sur pied de *joint-ventures* (co-entreprises) arabo-israéliens dans des secteurs comme la gestion de l'eau, l'environnement, l'énergie ; elle suggère même la création d'un cadre pour un nouvel ordre moyen-oriental (S. EL-NAGGAR).

- ▲ FORUM - Lettre d'Information du Forum de la Recherche Economique pour les Pays Arabes, l'Iran et la Turquie - 7, rue Boulos Hanna, Dokki, Le Caire - Egypte.

MONDE ARABE**MAGHREB-MACHREK**N° 146 - octobre-
décembre 1994*Des élites dans le changement social. Egypte, Syrie, Jordanie*

Les années 1960 et 1970 ont vu émerger dans les Etats du monde arabe des élites professionnelles relativement nouvelles. Parmi elles, les médecins et ingénieurs occupent une place privilégiée, puisqu'en tant que *figures emblématiques du projet de développement et de modernisation, ils ont été propulsés au rang d'acteurs centraux du changement*. Leur ascension sociale a parfois recoupé celle d'un autre groupe dominant, les militaires, dans des pays où l'armée est souvent instruite, voire détentrice, du pouvoir ; c'est ainsi que les médecins militaires jordaniens et surtout les ingénieurs militaires égyptiens ont pu exercer le cumul enviable du savoir technique et de la décision.

Très fortement liés aux Etats et à leurs projets développementalistes, ces groupes professionnels récemment constitués n'ont pu éviter d'être frappés, à partir des années 1980, par la remise en cause du modèle étatiste et la mise en place de politiques de libéralisation économique. Celles-ci, en dissociant partiellement pouvoir politique et pouvoir économique ont conduit ces professions, selon des modalités propres à chaque pays, à un déclassement social relatif et à la dégradation des conditions d'exercice du plus grand nombre. Face à un risque d'éclatement des identités professionnelles, les syndicats ont parfois pris leurs distances vis-à-vis du pouvoir en menant une action dynamique à l'intersection des intérêts corporatistes et de la contestation politique. C'est en particulier le cas en Egypte où le Conseil supérieur du syndicat des ingénieurs est passé, depuis 1987, aux mains du courant islamiste.

La partie *Dossiers et documents* de la revue est consacrée à la Conférence internationale de la population et du développement qui s'est tenue au Caire du 5 au 13 septembre 1994. Les enjeux de cette conférence sont mis en évidence par une synthèse des débats, ainsi que par plusieurs déclarations émanant de personnalités, d'autorités religieuses et politiques qui y participaient.

- ▲ MONDE ARABE MAGHREB-MACHREK - La Documentation Française - 29, quai Voltaire - 75344 Paris Cedex 07

**TAMPERE PEACE
RESEARCH INSTITUTE**Research Report,
N° 57 - 1994*The Mediterranean Revisited*

La transformation des structures de pouvoir au niveau mondial impose que soit redéfinie la place stratégique des mers *périphériques*, comme la Baltique et la Méditerranée. C'est pour *revisiter* cette dernière que l'Institut pour l'étude de la paix a organisé, en 1993, un séminaire à Helsinki. A l'instar d'une série de publications de cet institut finlandais, le rapport auquel la rencontre donne lieu, s'ouvre au dialogue entre chercheurs d'origines diverses.

T. MELASUO, qui en est l'éditeur, met l'accent sur le rôle de la Méditerranée dans le monde contemporain et, particulièrement, au sein de l'Union Européenne qui compte, aujourd'hui, avec l'ensemble des pays du pourtour de la Méditerranée, 600 millions d'habitants. La coopération méditerranéenne passe donc nécessairement par une compréhension plus grande des cultures du Sud et, notamment, de l'islam.

Dans cette optique, c'est à l'islam, notamment dans sa relation avec les réalités socio-économiques et intellectuelles de l'Europe et du Sud de la Méditerranée, que se sont attachées les autres contributions. M. ARKOUN se prononce pour l'intégration des études portant sur le Sud et l'Est méditerranéen dans les départements d'histoire ou d'anthropologie ainsi que pour le développement une théologie moderne de l'islam. Si cette religion n'est pas statique, les stéréotypes tendent à en encourager une pratique rigide. H. HANAFI suggère, précisément, en quoi l'islam peut impulser le développement économique et insiste sur la nécessité d'une prise en compte des aspects culturels dans les projets de développement. V. M. MGHADAM réfléchit, quant à elle, sur le développement, en mettant l'accent sur l'emploi des femmes. Elle considère que la place de la région dans le marché économique mondial est déterminante pour l'explication des caractéristiques du travail féminin. D'après elle, le fait que les femmes travaillent peu hors de l'espace domestique ne serait pas lié à des raisons d'ordre culturel.

- ▲ TAPRI, éd. Tuomo MELASUO - University of Tampere - P.O. Box 607, FIN-33101 Tampere - Finland.

**GROUPE D'ETUDES ET DE RECHERCHES
SUR LES RESSOURCES HUMAINES (GERRH)**

Association des Economistes Marocains - Bd Moulay Slimane - Résidence Moulay Ismail
im. B - appt 4 - Rabat - Maroc
Tel : (07) 72.56.74

Constitué au sein de l'Association des Economistes Marocains, le Groupe d'Etudes et de Recherches sur les Ressources Humaines est un réseau de chercheurs universitaires et de praticiens porteurs de projets de recherche et d'études dans le domaine des ressources humaines. Placé sous la responsabilité de Noureddine EL AOUI, professeur à la Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales de Rabat, le GERRH est composé d'un noyau stable de membres permanents au nombre de quinze, ainsi que de plusieurs réseaux de chercheurs impliqués dans les programmes de recherche élaborés par le groupe.

Ces programmes visent à la fois à initier une stratégie de recherche scientifique, à développer une connaissance pluridisciplinaire et à promouvoir une ingénierie de recherche et d'étude sur les ressources humaines. Les approches relèvent aussi bien de la micro-économie (modes de gestion des ressources humaines dans les organisations) que de la macro-économie (déterminations économique, démographique, technologique,...) et s'articulent autour des thèmes de recherche suivants : Travail et emploi (politique de l'emploi, marché du travail, chômage...) ; Relation éducation-formation-emploi ; Institutions, normes, règles, conventions (législation du travail, relations professionnelles, couverture sociale) ; Modes d'organisation du travail ; Gestion des ressources humaines. Suite au colloque organisé les 18 et 19 mars 1994 à la Faculté des Sciences juridiques, économique et sociales de Rabat sur le thème *Systèmes de formation, stratégies d'entreprises et valorisation des ressources humaines*, le GERRH vient de publier un ouvrage collectif intitulé *La problématique des ressources humaines au Maghreb*. Un second ouvrage devrait paraître en juin 1995, à l'issue de deux tables rondes organisées par le groupe les 16 décembre 1994 et 13 janvier 1995 sur *La Réforme de l'enseignement au Maroc*.

UNITE MIXTE DE RECHERCHE MONDE IRANIEN

CNRS, Monde iranien - 27, rue Paul Bert - 94200 Ivry sur Seine - France
Tel : (1) 49.60.40.05 / Fax : (1) 45.21.94.19

Associant le CNRS et l'Université de Paris III, l'Unité Mixte de Recherche Monde Iranien, créée en janvier 1995, prolonge une tradition d'études consacrées aux langues, littératures et cultures iraniennes ainsi qu'aux sciences sociales du monde iranien contemporain. Dirigée par Bernard HOURCADE, elle réunit 29 chercheurs représentant l'ensemble des disciplines des sciences sociales et regroupés autour de divers axes de recherche : Civilisation du monde iranien pré-islamique et traditions culturelles ; Littératures, philosophie et mystique ; Histoire et culture ; Patrimoine ethnographique, culturel et naturel de l'Iran ; Identités, familles, sociabilités ; La nouvelle société urbaine et le développement économique ; Les Etats du monde iranien ; Le monde iranien et ses voisins.

L'appui documentaire est fourni par la bibliothèque de l'Institut d'Etudes Iraniennes (Paris III) dont les 16'000 volumes et les 120 revues vivantes sont particulièrement riches pour les études de langue, de littérature et d'histoire iranienne. En outre, une base de données bibliographiques, *Data Iranica*, est en cours de constitution et contient déjà plus de 8 000 références. En dehors des publications personnelles de ses chercheurs, l'UMR Monde Iranien contribue à la publication de *Studia Iranica* (revue d'études iraniennes éditée par l'Association pour l'Avancement des Etudes Iraniennes), *Abstracta Iranica* (revue annuelle de bibliographie sélective et critique sur le monde iranien publiée par l'Institut Français de Recherche en Iran) et *Travaux de l'Institut d'Etudes Iraniennes* (publiés par l'Institut d'Etudes Iraniennes de l'Université de Paris III).

R A P P E L S

6-7 mars TUNIS
Histoire des femmes, histoire orale : le cas des femmes du Maghreb.
Colloque maghrébin co-organisé par le Centre de Recherches, d'Etudes, de Documentation et d'Information sur la Femme (CREDIF), l'Institut Supérieur de l'Histoire du Mouvement National (ISHMN) et la Faculté des Lettres de la Manouba, en collaboration avec l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHSS) de Paris.
Coordination : Rose-Marie LAGRAVE (EHSS), Habib KAZDAGHLI (ISHMN)
Faculté des Lettres et des Arts de la Manouba, 2010 Tunis
Tél : 521.391
Fax : 520.910

8 mars TUNIS
L'écriture de l'histoire du mouvement national algérien à la lumière de la situation actuelle.
Rencontre organisée par l'Institut Supérieur de l'Histoire du Mouvement National (ISHMN).
Intervention : Daho DJERBAL
Coordination : ISHMN
17, rue de Tolède, El Manar I
2092 TUNIS
Tél : 881.607

8-9-10 mars TUNIS
Le territoire tunisien : quels aménagements ?
Colloque organisé par le département de Géographie de la Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis.
Coordination : Département de Géographie
Faculté des Sciences Sociales et Humaines de Tunis
94, bd. du 9 avril 1938,
1007 Tunis
Tél : 260.950 / 260.932

10 mars BOLOGNE
La Méditerranée : perspectives pour la coopération.
Colloque organisé par l'Agenzia per lo Sviluppo Tecnologico (ASPER).
Coordination : Carla DODI ASPER
Via MORGANI, 4
40122 Bologna
Tél : 39.51.23.62.42

10-11 mars TUNIS
Pratiques des sciences sociales.
Journées scientifiques co-organisées par l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (IRMC) et l'Académie Tunisienne des Sciences, des Lettres et des Arts *Beït el Hikma*.
Interventions : Alain DESROSIERES, Jean-Yves GRENIER, Alain CAILLE
Coordination : IRMC
20, rue Mohamed Ali Tahar
Mutuelleville 1002 Tunis
Tél : 796 722
Fax : 797 376
Académie Tunisienne
Beït el Hikma
25, avenue de la République
2016 Carthage Hannibal
Tél : 731 696

13 mars AIX-EN-PROVENCE
Littérature et histoire.
Séance du séminaire «Littératures du Maghreb et du Moyen-Orient» organisé par l'Institut de Recherches et d'Etudes sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM). Intervention : Habib TENGOUR.
Coordination : IREMAM
5, avenue Pasteur
13617 Aix-en-Provence Cedex 1
Tél : 42 21 59 88
Fax : 42 21 52 75

A N N O N C E S

15 mars TUNIS
L'état de la planification spatiale en Tunisie.
Deuxième séance du séminaire «Planification spatiale : enjeux et méthodes» co-organisé par le Département d'Urbanisme de l'Institut Technologique d'Art, d'Architecture et d'Urbanisme de Tunis (ITAAUT) et l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (IRMC).
Intervention : Jélal ABDELKAFI
Coordination : ITAAUT, route de l'Armée Nationale, 1005 Tunis.
Tél : 564 928
IRMC, 20, rue Mohamed Ali Tahar,
Mutuelleville 1002 Tunis
Tél : 796 722
Fax : 797 376

15 mars TUNIS
Défense et diplomatie.
Conférence organisée par le Comité Directeur de l'Association des Etudes Internationales (AEI) dans le cadre des cours de l'Institut des Relations Internationales.
Intervention : André MARTEL
Coordination : Rachid DRISS
AEI
B.P. 156, Tunis Belvédère
1012
Tél : 791.663
Fax : 796.593

16 mars LONDRES
European policies towards the Maghreb.
Conférence organisée par l'Université de Westminster.
Intervention : Margaret BLUNDEN
Coordination : University of Westminster
Euston Centre
London NW1 3ET, Angleterre
Tél : 071.911.5000
Fax : 071.911.5001

16 mars TUNIS
La lecture comme transitivity et réflexivité.
Séance du séminaire organisé par le Groupe de Recherche Interdisciplinaire sur la Poétique de la Lecture (GRIPOL).
Intervention : Kamel SKANDER
Coordination : GRIPOL
Faculté des Lettres et des Arts de la Manouba,
2010 Tunis
Tél : 521 391
Fax : 520 910

17 mars PARIS
Les transports urbains.
Séance du séminaire «Villes au Maghreb» animé par Chantal CHANSON-JABEUR et Bouziane SEMMOUD.
Coordination : Université Paris VII
U.F.R. Géographie, Histoire et Sciences de la Société
2 place Jussieu
75005 Paris
Tél : 44 27 37 05
Fax : 44 27 69 64

20 mars RABAT
L'eau, sujet de terrain.
Séance du séminaire «Terrains» organisé par l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (IRMC).
Intervention : Béatrice MANSOURI.
Coordination : IRMC
1, rue d'Annaba
Rabat
Tél : 76 96 40
Fax : 76 14 75

23-27 mars TUNIS
Théâtre et changements sociaux.
IVème congrès mondial de sociologie du théâtre.
Coordination : Boubaker KHLOUGE, directeur de l'Institut Supérieur d'Art Dramatique de Tunis (ISAD)
ISAD
2, rue Danton 1002 Tunis
Tél : 782 574
Fax : 783 468

27 mars AIX-EN-PROVENCE
Panorama de la littérature kabyle : 1870-1990.

Séance du séminaire «Littératures du Maghreb et du Moyen-Orient» organisé par l'Institut de Recherches et d'Etudes sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM).
Intervention : Tessaadit YACINE.
Coordination : IREMAM
5 avenue Pasteur
13617 Aix-en-Provence Cedex 1
Tél : 42 21 59 88
Fax : 42 21 52 75

27-29 mars ZAGHOUAN
Le rôle des institutions de recherche dans le développement des sciences humaines et sociales dans les pays arabes et en Turquie.

Premier congrès international organisé par le Centre d'Etudes et de Recherches Ottomanes, Morisques, de Documentation et d'Information (CEROMDI), avec le concours de la Fondation Konrad Adenauer
Coordination : Abdeljelil TEMIMI
CEROMDI
B.P. 50
1118 Zaghouan (Tunisie)
Tél : 676 446
Fax : 676 710

27-29 mars TUNIS
Les stratégies de mise en valeur des villes historiques arabes : conservation, planification et gestion.

Colloque co-organisé par le Bureau Régional du Programme de Gestion Urbaine /Pays Arabes et l'Association de Sauvegarde de la Médina (ASM)
Coordination : ASM
24, rue du Tribunal, TUNIS
Tél : 560.896
Fax : 560.965

31 mars PARIS
Les transports interurbains.

Séance du séminaire «Villes au Maghreb» animé par Chantal CHANSON-JABEUR et Bouziane SEMMOUD.
Coordination : Université Paris VII
U.F.R. Géographie, Histoire et Sciences de la Société
2 place Jussieu
75005 Paris
Tél : 44 27 37 05
Fax : 44 27 69 64

4-5 avril KENITRA
De la faisabilité de l'histoire des femmes marocaines.

Rencontre internationale organisée par l'Université Ibn Tofail de Kénitra.
Coordination : M. Mohamed MONKACHI
Université Ibn Tofail
Faculté des Lettres et des Sciences Humaines
B.P. : 401 Kénitra-Maroc

6-7 avril SOUSSE
Les espaces de loisirs.

Colloque organisé par le Centre d'Etudes, de Recherches et de Documentation en matière de Jeunesse, d'Enfance et de Sport.
Coordination : CERDOJES
7, rue Haddad Montfleury
1008 Tunis B.P. 222
Tél : 247 038
Fax : 330 501

10 avril AIX-EN-PROVENCE
Introduction à la littérature turque.

Séance du séminaire «Littératures du Maghreb et du Moyen-Orient» organisé par l'Institut de Recherches et d'Etudes sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM). Intervention : Gérard GROG.
Coordination : IREMAM
5 avenue Pasteur
13617 Aix-en-Provence Cedex 1
Tél : 42 21 59 88
Fax : 42 21 52 75

11 avril RABAT
Terrain et entreprises.

Séance du séminaire «Terrains» organisé par l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (IRMC).
Intervention : Saïd TANGEAOUÏ.
Coordination : IRMC
1 rue d'Annaba
Rabat
Tél : 76 96 40
Fax : 76 14 75

APPELS À CONTRIBUTION

6-7-8 mai GHARDAIA
Développement et cultures nationales.

Colloque international organisé par le Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle (CRASC) d'Oran.
Coordination : Nouria REMAOUN, Djamel GUERID
CRASC
B.P. 1524 Oran El M'Naouer, Algérie
Tél et fax : 213/06 41 99 51

16-21 juin BOLOGNE
Challenges to Law at the End of the 20th Century.

Dix-septième Congrès mondial de l'Association Internationale de Philosophie du Droit et de Philosophie sociale. Session 3 : Postmodernism and Decolonization.
Coordination : Lilia LABIDI
BP 21
Manar II
2092 Tunis

26-29 octobre TORONTO
La traversée du français dans une Tunisie plurielle.

Colloque organisé par le Département d'Etudes Françaises de l'Université York.
Coordination : Hédi BOURAOUI, Yvette BENAYOUN-SZMIDT, Najib REDOUANE
Département d'études françaises, Faculty of Arts, Université York, 4700 Kelle Street (Ross N 723), Downsview, Ont., Canada M3J 1P3
Tél : (416) 736 5086
Fax : (416) 736 5734

22-24 novembre RABAT
Rétif et le Théâtre.

Colloque organisé par le Département de Langue et de Littérature Françaises de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Rabat.
Coordination : Mohammed BAKKALI-YEDRI
Université Mohamed V
Faculté des Lettres et des Sciences Humaines
B.P. 1040
Rabat

23-24 novembre TOULOUSE
Psychopathologie, pratiques cliniques et démarche interculturelle.

Colloque co-organisé par Conseil et Formation sur les Réalités de l'Immigration et de l'Interculturel (COFRIMI), le Centre Hospitalier Spécialisé Marchant et le Centre d'Etudes et de Recherches sur les Processus Psychologiques de l'Université Toulouse le Mirail.
Coordination : COFRIMI
23 rue de Grasse
31400 Toulouse
Tél & Fax : 62 26 71 15

14-15-16 décembre TUNIS
La Tunisie du Nord : espace de relations.

Colloque de géographie organisé par le Département de Géographie de la Faculté des Lettres La Manouba. Les demandes de participation doivent parvenir avant le 31 mars et les communications avant le 20 juin 1995.
Coordination : Abdelkrim SALEM
Faculté des Lettres La Manouba
Département de Géographie
La Manouba 2010 Tunis
Tél : 521 189
Fax : 520 910

Juin ALGER

«La ville vue par...»
Appel à contribution au numéro 4 de la revue d'architecture et d'urbanisme *Habitat, Tradition, Modernité* (HTM).
Coordination : HTM
107, bis rue Didouche Mourad
Alger
Tél : 66 83 87 /90
IRMC
20, rue Mohamed Ali Tahar
Mutuelleville 1002 Tunis
Tél : 796 722
Fax : 797 376

Documentation

IRMC- Rabat
15 mars 1995

Salle de périodiques en sciences sociales

L'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain a inauguré le 15 mars son Centre de Documentation (salle de périodiques en sciences sociales) en présence de nombreuses personnalités, chercheurs et professionnels de la documentation au Maroc.

**GRUPE DE TRAVAIL
TERRAINS**

IRMC-Rabat
20 mars 1995

L'eau, sujet de terrain

Intervention de **Béatrice MANSOURI**
(Université de Poitiers)

SEMINAIRE

IRMC-GERM (Rabat)

Savoir économique et interdisciplinarité

Deuxième séance

15 avril 1995
(siège du GERM)

Todd GITLIN

Les relations entre économie politique et culture : l'exemple des produits médiatiques.

Professeur de sociologie et Directeur du programme d'étude sur la communication à l'Université de Californie à Berkeley, Todd GITLIN occupe actuellement la chaire de civilisation américaine à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales à Paris. Il est, par ailleurs, membre du comité de rédaction de la revue *Dissent* et éditeur de la revue *Critical Mass communications*. Il a publié plusieurs ouvrages, notamment sur l'industrie culturelle américaine et le multiculturalisme. Il est l'auteur de : *The Whole World is Watching*; - University of California Press, 1980 et *Inside Prime Time*. - Pantheon 1983 ; réed. Rutledge, 1994.

**REUNION
DE RECHERCHE**

IRMC-TUNIS
25 janvier 1995

Halima FERHAT, Historienne médiéviste, professeur à l'Institut Universitaire de la Recherche Scientifique (IURS) de Rabat - Université Mohamed V

La ville marocaine médiévale

Il n'existe pas de villes islamiques traditionnelles, mais des villes régionales du monde arabo-musulman qui présentent des caractères spécifiques. Pour étudier la ville marocaine, il convient de rappeler au préalable que le Maroc est le moins romanisé des trois pays du Maghreb. Un véritable hiatus apparaît entre la ville romano-byzantine et celle d'époque islamique, entre les IVème et IXème siècles. Toutes les villes marocaines ont des noms berbères, excepté Rabat et Basra. Elles sont difficilement datables : Aghmât, par exemple, est antérieure à Marrakech mais on ne date pas son apparition ; selon Léon l'Africain, elle serait gothique. Plusieurs villes sont doubles comme Asila, Aghmât, al-Qasr ; les deux noyaux sont simultanés et portent des noms de tribus. Dans les définitions des villes tirées des sources, un certain nombre d'éléments apparaissent nécessaires à la cité, comme une source, un sol arable, un rempart, la présence du pouvoir, d'un médecin, d'un marché, de bons rapports avec les tribus voisines, mais aucun auteur ne tient compte de la mosquée !

Deux phases dans l'urbanisation du Maroc médiéval peuvent être distinguées : une première au IXème siècle (multiplication de petites villes du littoral) et une deuxième qui correspond à l'époque almohade (milieu du XIIème siècle). Entre les deux, on observe une grande crise de la cité et, au déclin des Almohades correspond celui de la cité : certes, les Mérinides ont fondé des villes mais elles sont avant tout militaires, comme Fès el-jadid et Sabta al-Mansûra. Le mot *Kharâb*, ruine, revient souvent dans les descriptions des villes au XIVème siècle pour Aghmât, Chella, Salâ ; «Marrakech est un cadavre». Ces descriptions sont confirmées par Léon l'Africain. Des villes disparaissent comme Sijilmâsa ou Qasr al-saghir.

Il est nécessaire d'étudier la terminologie urbaine dans les sources (*Misr, Hâdir, Qasr, Qal'a, Suq, Madîna, Hisn*) ; de revoir la définition de la cidadinité. Les anciens magistrats perdent leur pouvoir (le *qâdi*, l'*émir al-bahr* ; le *muhtasib* semble disparaître à l'époque almohade et réapparaît ensuite) ; au XIVème siècle, la mosquée aussi perd son pouvoir au profit des zaouias ; la sainteté prend de l'importance à Sâfi, Badîs, Marrakech. Le *mawlid* apparaît comme une fête urbaine ; les corporations se dotent d'un saint patron.

L'ensemble de tous ces traits justifie le postulat de départ sur l'absence de villes islamiques traditionnelles.

(notes de séance)

SEMINAIRE

IRMC - ITAAUT (Tunis)

Première séance

21 février 1995

Planification Spatiale : Enjeux et Méthodes

Pierre MERLIN, Professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris I) et à l'École Nationale des Ponts et Chaussées, Président de l'Institut Français d'Urbanisme (Université Paris VIII).

L'invention de la planification spatiale : émergence des concepts et diversité des méthodes

Au sein des sciences sociales, l'aménagement, l'urbanisme et la planification spatiale posent à la fois un problème de terminologie et de définition ou de précision des concepts. Quel statut conférer à ces disciplines, celui d'une science, d'un art ou d'une technique ? Les approches faites dans le temps de *l'urbanisme*, de *l'aménagement* et de *la planification spatiale* révèlent une grande diversité de sens et de méthodes et, partant, de conceptualisation. Plus qu'à une science, à une technique ou à un art, ces disciplines renvoient à une multiplicité de *praxis*, et de *pratiques*, à la fois manières de faire, usages, exercices d'application et d'exécution, actions et interventions volontaires, etc... L'expérience donc plus que la connaissance les fondent. L'efficacité de ces *praxis* et *pratiques* passe par la prise en compte de la longue durée. L'histoire et ses héritages, la société dans son état présent constituent des données fondamentales. L'exploration des futurs probables, plausibles et vraisemblables est tout aussi essentielle. Le temps de l'aménageur, de l'urbaniste et du planificateur s'avère ainsi pluriel. L'échelle temporelle des générations et des cycles économiques trouve ses transpositions dans l'espace. Un tel cadrage conceptuel donne de nouvelles orientations à la réflexion sur les champs d'application, les méthodes et les outils de chacun de ces corps de métiers. (notes de séance)

Deuxième séance

15 mars 1995

Jelal ABDELKAFI

L'état de la planification spatiale en Tunisie

Fondateur de l'Atelier d'Urbanisme de l'Association de Sauvegarde de la Médina de Tunis, Jelal ABDELKAFI est urbaniste et enseigne, par ailleurs, à l'Institut Technologique d'Art, d'Architecture et d'Urbanisme de Tunis (ITAAUT). Il a publié notamment *La Médina de Tunis*. - (Paris, Presses du CNRS, 1989).

JOURNEES

SCIENTIFIQUES

IRMC-Académie

Tunisienne

Beit al-Hikma

10 et 11 mars 1995

Pratiques des Sciences Sociales

Alain DESROSIERES

Les sciences sociales comme pratiques descriptives et explicatives.

Classements et classifications : individualités et catégories

Administrateur de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), Alain DESROSIERES est actuellement rattaché au Centre de Recherche en Economie et Statistique (CREST) de cet Institut et collabore aux activités du Groupe de Sociologie Politique et Morale (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales). Il a publié notamment : *Les catégories socioprofessionnelles*, en collaboration avec Laurent THEVENOT. - Paris : La Découverte, 1992 et *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*. Paris : La Découverte, 1993.

Jean-Yves GRENIER

Les sciences sociales comme sciences historiques. Histoire et sociologie

Chercheur au CNRS, rattaché au Centre de Recherches Historiques à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Jean-Yves GRENIER est également Directeur de rédaction de la revue *Annales, Histoire Science Sociale*. Il a publié notamment : *Séries économiques françaises, XVI^e-XVIII^e siècles*. - Paris : Editions de l'EHSS, 1985; «L'histoire quantitative est-elle encore nécessaire ?», *Autrement*, n° spécial : *Passés recomposés. Champs et chantiers de l'histoire*, 1994, pp. 173-183. A paraître (1995) : *L'économie d'Ancien Régime*. - Paris : Albin Michel, coll. L'évolution de l'humanité.

Alain CAILLE

Les sciences sociales comme culture. Le rapport aux valeurs : utilité et vérité.

Professeur de sociologie à l'Université Paris-X (Nanterre), Alain CAILLE enseigne également l'économie à l'Université Paris I (Tolbiac). Il a fondé le M.A.U.S.S. (Mouvement Anti Utilitariste dans les Sciences Sociales) en 1981 ; il est, par ailleurs, Directeur de *La Revue du MAUSS*. Il a publié notamment : *Splendeurs et misères des sciences sociales*. - Genève : Droz, 1986 ; *La démission des clercs. La crise des sciences sociales et l'oubli du politique*. - Paris : La Découverte, 1993 ; *Don, intérêt et désintéressement. Bourdieu, Mauss, Platon et quelques autres*. - Paris : La Découverte, 1994.

Les interventions d'Alain DESROSIERES, de Jean-Yves GRENIER et d'Alain CAILLE seront publiées dans de prochaines livraisons de *Correspondances*.

S O M M A I R E

| | |
|--|----|
| POSITIONS DE RECHERCHE | 3 |
| Orientalisme et politique italienne en Egypte et en Libye | |
| Anna BALDINETTI | |
| RECHERCHES EN COURS | 10 |
| Réseau Agriculture Familiale Comparée (RAFAC) | |
| Pierre CAMPAGNE | |
| VIENT DE PARAÎTRE | 16 |
| REVUES | 20 |
| ESPACES DE RECHERCHE | 23 |
| CALENDRIER SCIENTIFIQUE | 24 |
| ACTIVITES DE L'IRMC | 26 |

المحتويات

| | |
|----|--|
| 3 | مواقف بحث : الاستشراق والسياسة الإيطالية في مصر وليبيا أثنا بالديناتي |
| 10 | بحوث بصدد الإنجاز : شبكة البحوث حول الفلاحة العائلية [راماكا] بييار كامبان |
| 16 | آخر مصادر |
| 20 | المجلات |
| 23 | فضاءات البحث |
| 24 | البرنامج العلمية |
| 26 | أنشطة معهد البحوث المغاربية المعاصرة |
